



---

# Cinquante ans après **Mai-juin 1968**

---



**oui**  
usines  
occupées

Institut  
d'histoire  
sociale

métallurgie  
**CGT**

---

# SOMMAIRE :

| Repas des anciens février 2018

## INTRODUCTION

3 Claude Ven

## INTERVENTIONS

- 6 Henri Tronchon
- 11 Bernard Lamirand
- 15 Aimé Halbeher
- 17 Jeannine Marest
- 23 Aimé Halbeher
- 25 Michel Dauba
- 27 Jacques Trégaro
- 34 Alain Tacquin
- 42 Christian Le Ménager

## DÉBATS

- 20 Dialogues  
avec la salle



### Supplément aux Cahiers d'histoire de la Métallurgie n° 60

réalisé par l'**IHS-CGT Métallurgie** 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris |  
01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Maquette : IHS CGT métallurgie | Imprimé par nos soins



Claude Ven, Président de l'IHS Métallurgie



C. Ven © E. Barbara

**I m'arrive parfois d'être un peu long dans mes interventions c'est pourquoi nous avons décidé cette année de laisser la parole aux acteurs. Ceux qui sont avec moi à cette table et tous ceux, nombreux nous l'espérons, qui interviendront de la salle. Je vais donc rapidement leur céder la place.**

Toutefois autorisez-moi quelques mots. S'il m'était difficile d'être pleinement acteur de ces journées mémorables j'en fus, du haut de mes sept ans, le témoin. Et les images qui me restent participent pleinement de mon engagement syndical.

Le fait d'avoir reconnu mon père parmi ses camarades, défilant en

rangs serrés sur la largeur du boulevard près de chez nous en chantant *L'Internationale*. La fierté de le voir organiser le ravitaillement du quartier en faisant le tour des fermes de la campagne environnante. Car si mai 68 ce fut, bien sûr, des manifestations, des slogans, beaucoup de slogans – et à ce propos il n'est pas interdit de m'interdire de trop parler –, des grèves, des occupations d'usine, c'était aussi la difficulté de se déplacer, de faire le plein d'essence, les courses du quotidien, donner à manger aux enfants. Ce fut aussi, pour beaucoup, dans les mois qui suivirent, l'entrée du frigo, de la télévision ou de la machine à laver dans le quotidien du foyer. Témoignage concret du fruit de la lutte.

Je conviens qu'aussi passionnants et émouvants que puissent être mes souvenirs personnels il est autrement plus précieux de solliciter ceux qui ont écrit les pages de cette histoire. Ils vous livreront leurs souvenirs, à distance. Il n'est jamais facile de revenir cinquante ans en arrière. Les témoignages ne sont pas à l'abri des images et des caricatures qui se sont imposées en cinq décennies. Mais ils ont l'avantage d'émaner de militants engagés dans la

lutte de classe. Ce combat quotidien impose lucidité, prudence et esprit critique face au discours ambiant toujours au service du pouvoir en place.

L'idée d'un syndicalisme ouvrieriste et opportuniste s'est imposée dans de nombreux esprits. Les salariés auraient profité d'un pouvoir fragilisé par le mouvement étudiant pour obtenir satisfaction sur leurs besoins immédiats. Certains auront beau jeu de tirer la conclusion que les syndicats ont réduit l'aspiration de transformation de la société à un cahier de revendications.

Pourtant le pouvoir a eu peur. L'ampleur de la mobilisation, la détermination des salariés a ouvert la porte aux négociations qui porteront leurs fruits jusqu'au début des années 70. Mais ce qui frappe c'est la démonstration de puissance des jeunes engagés dans l'action. Elle continue aujourd'hui d'interroger les organisations syndicales et politiques.

Tout semble s'être joué dans la rue. C'est elle qui mène le bal. Jusqu'à la manifestation de soutien à de Gaulle. D'où la nécessité de revenir aux urnes et de reconstruire une légitimité aux représentants du peuple.



Il fera donc le choix des législatives, écartant grâce au droit de vote à 21 ans, une part importante des forces de protestation. Le slogan « élections piège à cons » participera lui aussi à la mise en place d'une assemblée acquise à la nécessité de fermer cette parenthèse. Mais pour le président de la République c'est déjà trop tard et il n'obtiendra qu'un seul siège de majorité.

La fracture réelle ou supposée entre le monde étudiant et celui du travail reste un enjeu en 2018. Certains n'hésiteront pas à la réactiver. Déjà on dresse le constat que sans mouvement lycéen et universitaire une mobilisation de masse reste illusoire.

Mais ne sommes-nous pas, comme en 68, face à des mouvements multiples qui ne se rejoignent pas ? Les revendications des salariés, la défense de leurs droits, peuvent-elles avoir un écho chez les jeunes et les motifs qui poussent les étudiants dans la rue peuvent-ils mobiliser le monde du travail ?

En 1968, 92 % de ceux qui rentraient à l'université étaient issus de la bourgeoisie. Aujourd'hui, la carte scolaire, la sélection, la gestion privée des universités et la ghettoïsation des quartiers populaires n'a pas amélioré la situation. L'objectif de

80 % d'une classe d'âge au bac s'avère, dans la conception actuelle du système, être une profonde mascarade. L'élite crée de l'élite. Pour les autres, l'exploitation prend de multiples formes.

Cette question de génération sera pourtant inscrite dans les préoccupations de la CGT qui créera en 1968 son Centre Confédéral de la Jeunesse, aujourd'hui malheureusement réduit à un collectif.

La question qui sous-tend l'intérêt sur mai 68 est tout simplement :

**« un mouvement de cette ampleur, une mobilisation plus forte que 1936, est-elle possible aujourd'hui ? »**

Chacun y apportera son expérience, son regard, son analyse.

Face aux attaques sans précédent des forces au pouvoir aujourd'hui, une puissante expression populaire, de masse, déterminée, peut seule construire une nouvelle orientation politique et sociale. Une des clefs pour ouvrir la voie à une telle perspective est sans conteste l'unité d'action. Dans une organisation comme la nôtre, qui a connu trois scissions et deux réunifications, le pluralisme

syndical demeure un vecteur de division et donc de faiblesse.

Le 10 janvier 1966 un accord d'unité d'action fut signé entre la CGT et la CFDT. Il s'agissait là d'un outil indispensable pour la montée des luttes mais aussi la définition du cadre d'un rapport de force entre les deux organisations.

En juin 67, le 36<sup>e</sup> congrès, où Georges Séguy succéda à Benoît Frachon, mettra en avant la nécessité de l'unité.

Et en 1969, l'article 1 des statuts sera ainsi rédigé : « la CGT se prononce pour la réalisation d'une organisation syndicale unique et agit en conséquence ».

La décennie qui suivra s'articulera autour de cette question avec la signature du programme commun le 26 juin 1972. Le prolongement de ses orientations dépasse le sujet abordé ce matin. Mais les années 90 verront une déstructuration et une recomposition syndicale qui continue de se révéler comme un handicap permanent dans la montée des luttes.

Où en sommes-nous sur cette question cinquante ans plus tard ? Aujourd'hui comme hier l'instabilité et les paradoxes mènent le monde. En 1968, à Prague,





De gauche à droite : P. Beaudelot, G. Jarry, R. Gauvrit © E. Barbara

les chars soviétiques écrasaient un printemps communiste qui se voulait à visage humain. Le peuple américain découvrait le massacre par ses soldats de 500 vietnamiens à My Lai, Martin Luther King et Robert Kennedy étaient assassinés, les athlètes noirs montaient sur le podium olympique en brandissant leur poing ganté et l'année se terminait par l'élection de Richard Nixon. En France, De Gaulle était un vainqueur affaibli qui n'avait que quelques mois devant lui. La CGT avait gagné 300 000 adhérents.

Les années 70 s'ouvraient sur une société profondément transformée et une

population qui avait goûté à la contestation, au débat, à la satisfaction possible des revendications, une société où la jeunesse était désormais un acteur majeur.

Le patronat, sorti ébranlé de cette confrontation, mettra quelques années à tirer les enseignements de ce mouvement. Il saura se réorganiser. Sa capacité à se remettre en question lui permettra de conserver l'initiative jusqu'à aujourd'hui.

En avons-nous fait autant ? Ne sommes-nous pas restés sur l'image d'un printemps romantique qui ne pouvait qu'en appeler d'autres ? Quelles leçons avons-nous tirées de ces événements ?

Le mouvement de 68 dans sa dimension sociale et politique ne fut pas le fruit d'une génération spontanée. La mobilisation de demain ne le sera pas non plus.

Mais je suis déjà trop long. Je vous cède donc la parole. ■





Henri Tronchon

## Mai 68 dans la métallurgie

**L**es occupations de mai 68 ne sont pas nées spontanément. Elles s'appuyaient sur des luttes, qui étaient enracinées dans les entreprises. Benoît Frachon disait de mai 68 qu'il s'agissait du « premier grand affrontement des travailleurs à la politique

commune des monopoles et de l'État capitaliste ». Cela caractérise bien mai 68, mais au fil des années précédentes, des milliers d'actions, de nombreux conflits, des manifestations à tous les niveaux témoignaient du bouillonnement revendicatif général qui, construisant un rapport de force, irriguait les luttes vers mai et juin 68.

Pour ma part, j'ai analysé deux périodes – 1958/1962 et 1963/1968 – afin de souligner la montée des luttes au cours de ces années.

Pour bien appréhender l'analyse du mouvement social de 1968, il me paraît essentiel d'examiner tous les conflits et actions confédérales qui ont précédé et qui caractérisent notre culture syndicale du rapport de force pour la défense des intérêts des métallos et les conquêtes sociales.

Dans son livre *Histoire inachevée de la convention collective nationale de la Métallurgie*, Henri Barreau attire notre attention sur l'année 1954, année de transition dans le développement de ce que nous avons appelé

### « la tactique des luttes »

soulignant à partir de cela la multiplicité des actions revendicatives et la participation croissante des métallurgistes.

Cette conception de l'action, commencée en 1950, permit de développer la guérilla dans les entreprises sur des objectifs élaborés par les travailleurs eux-mêmes, avec des formes d'action multiples unissant et engageant le plus grand nombre de



Montage photographique, 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux



métallurgistes. Des luttes significatives se dérouleront durant cette période avec des succès spectaculaires. On peut se rappeler le conflit des chantiers de Nantes-Saint-Nazaire et, pour la première fois, la conquête de la troisième semaine de congés payés.

Les accords collectifs, les contrats d'entreprise, les conventions collectives territoriales apparaissent ou réapparaissent dans les luttes de masse. Les actions unitaires aboutiront d'ailleurs dans les années 50 à la signature de conventions collectives territoriales assez positives (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Isère, Loire, Région parisienne, etc.).

Ces accords comportaient des grilles de classification de salaires minimums garantis et s'inscrivaient dans la suite des grilles de classification Parodi-Croizat, avec des coefficients allant de 100 à 170. Avec ces accords, d'autres avantages sociaux furent obtenus concernant la maladie, les jours fériés, les événements familiaux et des amorces de droits syndicaux.

Au fil des ans, les actions permirent de consolider les acquis, notamment pour l'assistance aux congrès, l'embauche de militants permanents, un bonus de

20 % pour le rendement et, dans la sidérurgie de la Loire, la classification OS3 pour les travaux à chaud, insalubres ou pénibles.

La bataille pour la répercussion des augmentations des minimas sur les salaires réels s'effectue ensuite au niveau des entreprises, voire des territoires. Chez Renault, après de nombreuses manœuvres de la direction et des difficultés au niveau de l'unité, finalement, un accord important est signé le 15 septembre 1955.

Cela nous amène au bouillonnement qui a suivi et plusieurs caractéristiques se dégagent de 1958 à 1968. Je citerai d'abord la guerre d'Algérie, avec ses conséquences dramatiques pour le peuple algérien, pour le contingent et pour la population de notre pays, tant sur le plan humain que social, démocratique ou économique. Je citerai aussi les changements économiques et industriels, avec une priorité donnée au capitalisme et aux grands groupes, avec des mutations dans les professions, des mouvements de concentration, des fusions d'entreprises et des licenciements, notamment dans la métallurgie. Voire, à cette époque, une politique antisociale et de mise en

cause des acquis sociaux : deux plans de stabilisation, ordonnances contre la Sécurité sociale, pouvoirs spéciaux.

Pour assumer ses choix, le pouvoir politique fait preuve d'autoritarisme social, économique et démocratique : mainmise sur l'ORTF, ordonnances, pouvoirs spéciaux, etc. Dans cette période, on assiste d'ailleurs à un certain essoufflement des accords d'entreprise et à un courant de répression et d'austérité. Mais le mécontentement persistait, ponctué régulièrement par des journées d'action, des manifestations diverses de 1958 à 1962 et qui ne semblent pas entamer la résistance patronale. Mais l'exigence d'une convention collective du XX<sup>e</sup> siècle grandit au niveau des territoires.

Pendant 35 jours, la grève nationale des mineurs de mars 1963 va bousculer la situation. Ce fut un premier coup de boutoir contre le capital et son pouvoir. Cette lutte exemplaire dans son engagement général et son unité sera couronnée de succès, mettant notamment en échec la réquisition signée par le général de Gaulle. La solidarité des professions, des bassins miniers et de la population fut exemplaire, que ce soit





Meeting à Boulogne-Billancourt en présence d'une délégation italienne, en juin 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

au plan moral, financier, ou dans l'action, action qui donnait force et crédit à nos objectifs revendicatifs et à la mise en cause du capitalisme et du gaullisme d'État.

Renault conquit la quatrième semaine de congés payés, ce qui donna un souffle supplémentaire aux mobilisations. Dans mon entreprise, RSE, qui était l'usine de fabrication de

machines-outils de Citroën, après des années de répression et d'immobilisme, un souffle est venu. L'entreprise a débrayé à 82 %, nous avons créé un groupe de mensuels CGT et notre effectif est passé en quelques semaines de 80 à 300 adhérents pour 1 000 salariés.

Il en fut de même dans d'autres grandes entreprises de la Loire (Manufrance, ARCT, CAFL, Peugeot),

ainsi que dans les PME, où de nombreuses bases furent constituées. Ainsi, à Saint-Étienne, notre syndicat local comptait, avec les syndicats CAFL et Schneider, 5 200 syndiqués pour 18 000 métallus. Dans les autres régions, les choses se passèrent de façon différente, mais toujours dans la solidarité, et contribuèrent à la montée des luttes.



Lors du XXIV<sup>e</sup> congrès fédéral, Jean Breteau souligna que 1963 fut l'année des huit millions de journées de grève, un record dans le genre, le précédent remontant à 1953. On a donc constaté un appétit de résistance, de conquête revendicative, qui a surgi avec des formulations et des actions touchant les salaires, le pouvoir d'achat, la sécurité sociale, les classifications, les conditions de travail et une convention collective nationale digne du XX<sup>e</sup> siècle.

à Bordeaux, chez Berliet à Vénissieux, au Creusot, dans la navale, dans les machines-outils et dans la sidérurgie de l'Est.

Si de nombreuses luttes ont été constatées dans les petites et moyennes entreprises, les grandes bouches à feu des luttes restaient ces grandes entreprises. Elles ont pesé fortement dans le bouillonnement des luttes en mai et juin 68. D'ailleurs, pour justifier leur politique, de Gaulle et Pompidou invoquèrent à cette époque, face à ces

Dans la Loire, ce fut la fermeture de l'usine Schneider de Saint-Etienne, avec 1 300 emplois et la suppression de 1 200 emplois à la CAFL, avant de devenir le groupe Creusot-Loire. Toute la démarche fut d'ailleurs appuyée par l'accord unitaire confédéral CGT-CFDT qui permet une série d'actions, notamment l'action nationale impressionnante du 17 mai 1966, à l'appel de la CGT, de la CFDT, de Force Ouvrière et de la FEM.

Au niveau fédéral, l'unité FTM-CGT et FGM-CFDT sur des objectifs de salaire, de garantie de ressources et de l'emploi, de durée de travail, d'abaissement d'âge de la retraite et d'extension des droits syndicaux se traduit par le dépôt d'un mémoire à l'UIMM le 25 janvier 1967. Pour appuyer ces actions, FTM et FGM avaient décidé trois journées d'action nationale, les 23, 24 et 25 janvier, avec une manifestation nationale des métallurgistes avenue de Wagram devant les locaux de l'UIMM. L'action s'enracine ensuite, conjuguant les objectifs d'entreprise, vers les chambres patronales et le gouvernement.

Pour sa part, Manufrance engage l'action en janvier pour plusieurs mois, par



Occupation de l'usine Wabco Westinghouse à Sevrans en mai-juin 1968 © M. Binet | IHS CGT Métaux

Il est bien sûr difficile de citer toutes ces luttes et ces conflits. Personnellement, j'en ai noté quelques-uns : le conflit de Sud Aviation à Toulouse avec le « tam-tam de la colère » ; le conflit chez Peugeot, dans le Doubs, en 1965 ; les luttes chez Renault, chez Dassault

luttes, les mutations qui se produisent dans l'économie et exigent de profondes adaptations. Comme le soulignait Jean Breteau, il convenait alors de bien assurer le lien entre le particulier et le général.





Occupation de l'usine Chausson en 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

Le chemin n'a pas toujours été bordé de roses, en particulier avec Force Ouvrière ou certains syndicats CFDT. À cette époque, une chose nous avait considérablement aidé dans les luttes : le discours de Benoît Frachon au congrès du syndicat de l'arsenal de Toulon d'avril 1968, sur le travail quotidien qui permet d'aller vers les grandes batailles, sur l'unité d'action dans la clarté, dans la lucidité et le respect, sur la conduite de l'action et le programme de la CGT et contre la

phraséologie gauchiste, ennemie de l'action.

En conclusion, je dirais qu'une orientation de combat revendicative, une bataille d'idées de qualité et de haut niveau par la Fédération, *le Courrier fédéral*, *l'Union des métaux*, *Le Guide du métallurgiste*, *La Vie syndicale en entreprise* et la diffusion de *La Vie ouvrière*, ainsi qu'un travail d'organisation et de renforcement, ont permis à la métallurgie de bien honorer les grèves de 1968 pendant lesquelles rien ne fut spontané. ■

atelier, par bureau, par équipe, par service. Sur le département, l'action se généralise tout au long du printemps 1967 par le biais de grèves tournantes par localité, conduisant à une certaine désorganisation de la métallurgie de la Loire.

La chambre patronale de la Loire (ASMPL), sise 7 boulevard Karl Marx à Saint-Étienne, à 50 mètres du commissariat central, est occupée toute la journée du 7 avril 1967, Force Ouvrière et la CFTC nous ayant rejoints. Il n'y eut aucun incident et la police n'intervint pas.

De l'automne 1966 au printemps 1967, neuf

actions départementales se sont déroulées avec des participations allant de 15 000 à 40 000 métallurgistes. La chambre patronale recula et concéda + 4 % sur les minimas – alors que nous lui en avions arraché 19 % deux jours auparavant –, un accord complémentaire sur les maladies et les accidents et une proportion de plus sur les salaires réels. Cela continua dans les entreprises avec d'autres enracinements. En Rhône-Alpes, dans le Rhône et en Isère, des actions similaires se déroulèrent, ce qui nous permit d'articuler des grèves tournantes entre départements.





Bernard Lamirand



Affiche de la Fédération CGT de la métallurgie pour la paix en Algérie [c. années 1960] © DR | coll. IHS CGT Métaux

### Les événements de mai-juin 68 dans la sidérurgie française

**L**e déclenchement de 1968 n'est pas venu un beau matin, dans un ciel serein. La grève des mineurs de 1963 a été un puissant déclencheur : le gaullisme subissait sa première défaite. Les choses bougent aussi avec la fin de la guerre d'Algérie et l'entrée d'une jeunesse qui réclame notamment son dû en salaire et en réduction du temps de travail. En 1964, la CFTC s'est transformée en CFDT, ce qui modifie la donne : les luttes se développent à partir d'un accord d'unité d'action CGT-CFDT en 1966. Dans la métallurgie, la FGM CFDT cherche également l'unité d'action avec la FTM.

Cette période est marquée par la multiplication d'actions sur les salaires et les conditions de travail dans toute la sidérurgie fran-

çaise. Mais également par les premières luttes importantes en Lorraine contre les premières remises en cause de l'emploi et des installations industrielles dans la sidérurgie. Un plan de restructuration, appelé « Plan professionnel » (ou Convention-État-sidérurgie), prévoyant des réductions d'effectifs, voit le jour en 1967 et fut combattu par les sidérurgistes lorrains. Dans cette bataille, la CGT soutient qu'il est possible de moderniser l'outil de production et de généraliser la retraite à 60 ans. Les syndicats CGT et CFDT de Moselle et de Meurthe-et-Moselle lancent un appel à une grève de longue durée. Dans le premier département, le mouvement est brisé au bout d'une semaine par l'intervention des Gardes Mobiles, mais dans le second, la grève tiendra du 11 avril au 4 mai 1967. Le 3 mai, CFDT, FO, CFTC ont apposé leur signature en bas du texte

de la convention sociale qui prévoit la restructuration de la sidérurgie lorraine. La CGT mène une intense activité de terrain sur les revendications d'ateliers et de bureaux, de secteurs d'usines et d'explications au sujet de sa non-signature de la convention (qui comportait la préretraite).

1968 s'inscrit donc dans cette montée des luttes et y compris le mouvement étudiant qui n'a pris sa dimension que dans ce climat revendicatif des salariés. Au début de cette année, on observe une évolution qualitative et quantitative des luttes, les cahiers de revendications apparaissent jusqu'aux confins des bureaux directoriaux, les femmes réclament l'égalité avec les hommes.

Le 1<sup>er</sup> mai 1968 fut imposant dans toute la France par des puissantes manifestations et les métallurgistes sont massivement présents





Manifestation, le 17 mai 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

dans les cortèges. *L'Union des métaux*, mensuel de la Fédération de la métallurgie relatera durant le mois de mai l'entrée en occupation de plus d'un million de métallos.

Pour la sidérurgie, voici quelques réflexions sur ce que fut la mobilisation des sidérurgistes en Lorraine, dans le Nord-Pas-de-Calais et dans la Loire.

Je vais d'abord vous raconter comment je l'ai vécu dans ma propre entreprise à Usinor Dunkerque. En 1968, je suis un jeune militant qui diffuse *La Vie ouvrière*

et collecte les syndiqués sur le lieu de travail. Usinor Dunkerque est un site sidérurgique mis en place par les maîtres des forges en 1962, il est donc tout neuf, avec des hauts fourneaux, des aciéries et des laminaires où l'on fabrique près de cinq millions de tonnes d'acier : une productivité sans égale dans le monde ! 10 000 sidérurgistes, jeunes pour la plupart, dotés d'une formation et d'une expérience professionnelle en capacité de produire la fonte et l'acier avec des outils ultramodernes furent embauchés de 1962 à 1968.

Ces jeunes devinrent rapidement revendicatifs, car les maîtres des forges n'avaient bien évidemment aucunement reconnu leur qualification professionnelle et comptaient poursuivre les mêmes méthodes antisociales qu'ils avaient dans les bassins traditionnels.

L'entrée en lutte ne fut donc pas étonnante dans cette entreprise. Dès le début du mois de mai, le mécontentement était tel qu'il ne fallait plus que l'allumette à craquer pour mettre le feu à la boîte. J'ai donc participé à cette grande lutte.



L'usine fut occupée pendant six semaines et le patronat essaya de diviser les travailleurs, mais ceux-ci reconduisaient chaque jour l'occupation par vote. Des forces de police furent dépêchées pour réprimer et des affrontements violents eurent lieu aux abords de l'entreprise, y compris avec les cadres et jusque dans le centre-ville de Dunkerque où de véritables échauffourées éclatèrent.

Cette lutte à Usinor Dunkerque ne vient donc pas par hasard, comme ailleurs, les travailleurs en ont marre du système gaulliste (dix ans ça suffit). Déjà, dans les années précédentes à Usinor Dunkerque, des conflits avaient éclaté aux aciéries et aux laminoirs : une grève massive avait d'ailleurs marqué la visite du Général de Gaulle en 1965.

Je vais vous raconter une anecdote à ce sujet : voulant visiter l'usine, De Gaulle reçut un véritable camouflet, la direction espérait lui montrer une séquence de laminage des bobines, mais l'exigence des salarié(e)s était que, pour sa venue, la direction attribue une forte prime à tous les travailleurs. Devant le refus de la direction, nous nous mîmes en grève. L'usine entière étant arrêtée, la direction dut faire appel à des ingénieurs et des contremaîtres pour faire marcher le train continu à chaud et réaliser la sortie de bobines d'acier : le résultat fut accablant pour

les ténors de la direction, la plupart des bobines d'acier furent mises au rebut, et ce jour-là, les hauts cadres de la direction perdirent le peu d'autorité qu'ils avaient encore sur le personnel :

### **« ils furent la risée de toute l'usine »**

1968 était un fruit mûr pour les revendications à Usinor Dunkerque. Après six semaines, la direction dut se mettre à table et des résultats importants furent obtenus notamment sur les salaires (augmentation de plus de 30 %) ; les grilles de classifications ; le temps de travail avec la promesse de discuter du travail en continu, ce qui nous permettra par la suite d'obtenir une cinquième équipe en 33,36 heures avec embauches correspondantes et sans perte de salaires ; une véritable convention collective des sidérurgistes ainsi que la reconnaissance du syndicat à l'intérieur de l'entreprise avec les moyens correspondants.

La CGT devint la première organisation syndicale dans l'entreprise, en doublant le nombre de ses adhérents pour arriver à plus de 2 500 syndiqués. Nous détenions également une large majorité aux élections professionnelles.

On peut dire que la quasi-totalité des sidérurgistes entrèrent en lutte en 1968 et le restèrent ensuite pour

l'obtention de nouvelles conventions collectives dans les régions sidérurgiques, mais aussi pour le temps de travail et la retraite. Il faut savoir que la retraite était encore en 1968 à 65 ans pour les sidérurgistes et l'espérance de vie des haut-fournistes et aciéristes étaient par exemple inférieurs de dix ans par rapport à des métiers moins pénibles.

En Lorraine, les combats se poursuivirent après 1967. Les syndicats suivirent les événements de 1968 qui se passaient dans les universités avec des appréciations diverses sur le rôle de leurs dirigeants. Ils sont attentifs aux expressions de la confédération. En réaction immédiate à l'appel de la CGT le 11 mai, les syndicats de Moselle appellent dès le 13 mai à la grève avec occupation des usines. À la différence de 1967, à l'usine d'Hayange, il n'y eut pas de piquets de grève aux portiers. Les arrêts se sont faits atelier par atelier, bureau par bureau, après consultation des salariés et vote. Le mouvement dura jusqu'au constat de Grenelle et fut suivi d'actions prolongées pour avancer encore sur les revendications locales. À Florange, le travail s'arrêta d'abord dans les installations de production d'acier, puis ensuite au laminage à froid. Sur les lignes de décapage à Ebange, cela fut plus difficile ; la lutte est basée sur un appel CGT-CFDT et durera trois semaines.





La Snecma en 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

À Longwy, les installations furent elles aussi occupées pendant plusieurs semaines. Ce fut la même chose dans la Loire avec les entreprises sidérurgiques.

On peut dire que la quasi-totalité de la production fut bloquée pendant les mois de mai et juin et les constats de négociations montrent à quel point les maîtres des forges durent céder tant en salaires, conditions de travail et droits syndicaux.

Ce fut la plus grande claque que reçurent depuis leur existence les maîtres des forges. L'UIMM était battue comme elle l'avait été en 1936.

Dans les années qui suivirent, la CGT a atteint presque trois millions de syndiqués, tandis que la

Fédération de la métallurgie passait de 200 000 à plus de 400 000 adhérents. L'UIMM dut engager des négociations nationales, ce qu'elle se refusait à faire jusqu'alors. Ce rapport de force fut une construction de plus d'une décennie.

Ce qu'il manqua par rapport à 1936, c'est un accord politique des forces de gauche. Charléty fut à ce sujet catastrophique et permis à la droite et au gaullisme de revenir dans le jeu et d'imposer un gouvernement de droite, avec des élections législatives où une chambre des députés de droite fut plébiscitée.

Le patronat a eu des sueurs froides. Il en a tenu compte ensuite pour sa propre stratégie et cela doit interroger : avons-nous bien saisi, à cette époque, la

façon dont il va se déployer pour reprendre la main et à ce sujet avons-nous tiré tous les enseignements des méthodes qu'il va mettre en œuvre pour mener sa politique d'intégration des salariés à ses objectifs et à sa recherche du profit maximum ?

Des évolutions dans le travail vont bouleverser les catégories de salarié(e)s, avec la montée des couches techniciennes et cadres dans les entreprises ; mais vous me direz, à juste raison, que cela est une formidable bataille à mener pour reprendre la main et s'emparer de ces évolutions pour repasser à l'offensive face au capital. Mais de cela nous n'avons pas fini d'en parler, pour mieux saisir le réel et avoir un syndicalisme à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui ; c'est ce que j'ai retenu des interventions au congrès de notre fédération en novembre 2017. ■



Détournement d'une affiche de mai 68 en 2018 © coll. IHS CGT Métaux





Aimé Halbeher

## Les libertés syndicales après mai 68

**E**n 1965, le président du patronat français, Georges Villiers, déclarait au *Figaro* : « nous n'acceptons jamais la pénétration de l'action syndicale dans les entreprises. Il faudrait qu'elle nous soit imposée de force, ce qui n'est pas encore le cas ». Trois ans plus tard, ce fut le cas. Le 27 mai 1968, la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est imposée au patronat et au gouvernement. L'officialisation se fit d'abord dans le PV du constat de Grenelle, puis dans les accords d'entreprise et de branche, puis dans la loi du 27 décembre 1968, votée à

contrecœur par une assemblée majoritairement dominée par la droite.

D'un seul coup furent acquises toutes les grandes revendications en matière de droit syndical à l'époque : protection des délégués syndicaux, crédits d'heures de délégation, local syndical dans l'entreprise, libre diffusion de la presse syndicale, liberté d'affichage dans l'entreprise, interdiction de tout abatement sur un élément quelconque de la rémunération pour faits de grève. Ajoutons à cela qu'un droit non écrit est né à la faveur d'un changement dans le rapport entre forces de l'époque : celui de l'occupation des usines et des bureaux.

Auparavant, le gouvernement et le patronat avaient systématiquement recours aux tribunaux et à la force publique pour évacuer les entreprises que les travailleurs décidaient d'occuper, ce qui n'était plus le cas dans les années qui ont suivi 1968. Pour la première fois en France, le paiement des jours de grève est évoqué officiellement dans les textes de Grenelle. Dans les années qui ont suivi, il n'est donc pas apparu incongru que les travailleurs réclament leur paiement complet ou partiel.

Nous verrons dans la discussion comment ces acquis ont permis aux salariés de mieux se défendre, de consolider leur rapport de force et d'étendre leurs bases organisées pour conquérir des revendications sociales, mais aussi de nouveaux droits, comme par exemple les lois Auroux en 1982, ou encore la loi de démocratisation des secteurs nationalisés, favorisant l'information sur la marche de l'entreprise comme au sein des groupes nationaux et multinationaux, ainsi que les conseils d'atelier et le CHSCT.

Après 1968, le nombre de sections syndicales d'entreprise a grimpé en flèche. De 1969 à 1976, il a triplé dans les entreprises de plus de cinquante salariés. Les effectifs de la CGT ont progressé durant les cinq années qui ont suivi 1968. Cette combativité et cette



Jean Breteau à la tribune du XXVI<sup>e</sup> congrès fédéral, en 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux



confiance nouvelles ont permis, au cours des années 70, de conquérir de nouveaux progrès dans les revenus salariaux, la reconnaissance des qualifications, la réduction du temps de travail (avec la reconquête généralisée des 40 heures, voire moins, sans modulation salariale). Au total, 235 accords de branche et interprofessionnels couvrant 12 millions de salariés ont été conclus sur le statut unique (avec la mensualisation qui a apporté à des millions de salariés le droit à la prime d'ancienneté, des congés spéciaux et un calcul plus avantageux des heures supplémentaires), sur la révision des grilles de salaires (avec souvent des revalorisations des nouvelles qualifications), sur le droit syndical, sur la formation professionnelle (le patronat étant obligé de cotiser à hauteur de 0,8 % pour la formation professionnelle de ses salariés), sur l'hygiène et la sécurité ou sur la protection de l'emploi (obligation des plans sociaux et des reclassements).

Certes, il s'est passé beaucoup de choses depuis cinquante ans dans l'univers des entreprises françaises. Le chômage grandissant, les restructurations, les délocalisations d'entreprises et la pensée unique relayée par les gouvernements successifs culpabilisant en permanence le coût du travail et le coût des dépenses sociales et des services publics en France

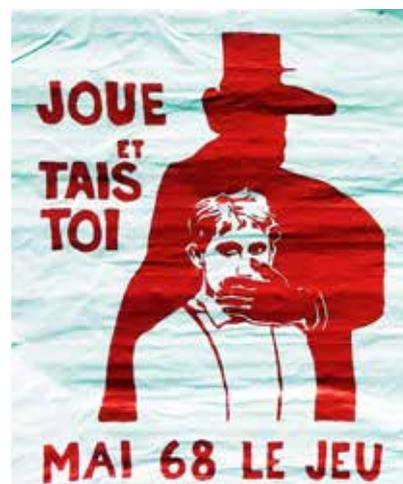
ont propagé des réflexes d'angoisse et de repli sur soi, d'autant que les efforts des pouvoirs politique, financier et économique pour décourager, désespérer, voire réprimer les travailleurs qui relèvent la tête n'ont jamais été aussi massifs dans notre histoire récente. Finalement, ils n'ont jamais accepté la place nouvelle qu'a pris le syndicalisme dans la société française en 1968.

En ce moment, avec les ordonnances Macron sur la réforme du Code du Travail, le syndicalisme affronte une vague de mauvais coups visant à saper les bases de sa légitimité acquise en 1968, son rapport au cœur de la production et sa proximité avec des millions de salariés. Qu'il s'agisse de tout ce qui bouleverse les institutions représentatives du personnel, de l'extension du référendum d'initiative patronale ou des accords dérogatoires à la réglementation, tout se passe comme si le patronat et le président des riches entendaient non pas revenir sur la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise mais rendre celle-ci inopérante, donc illégitime de fait, en la contournant et en sapant ses liens physiques, moraux et politiques avec les salariés.

**« Mais rien n'est joué : on a connu une situation ressemblante sur quelques aspects dans les années 50 »**

À l'époque, la CGT a su trouver les réponses qui ont permis de consolider ses liens avec les travailleurs car mai 68 n'est pas tombé du ciel.

Aujourd'hui, les frustrations sociales sont très fortes. L'opinion publique n'a pas accepté dans sa majorité la réforme du Code du Travail. De nouvelles catégories professionnelles qui n'ont pas participé en masse au mouvement de mai 68 (agriculteurs, ingénieurs, cadres et techniciens, retraités) interpellent les pouvoirs en place. Pour avoir participé au dernier congrès de la FTM, je suis personnellement très confiant. Malgré les immenses difficultés, les militants de la CGT engagent un travail pour faire renaître la confiance et la conscience de classe. En tout cas, les bases légales du syndicalisme en entreprise perdurent. Elles sont à la disposition de la CGT et espérons que le syndicalisme saura trouver les ressorts de l'unité pour s'en servir et les enrichir. ■



Détournement d'une affiche de mai 68 en 2018 © coll. IHS CGT Métaux





Jeannine Marest



Les Renault pour la retraite à 60 ans en 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

## Une occupation d'usine en mai-juin 1968

**A**u moment de ce que certains ont appelé les événements de 1968, j'étais aide-chimiste dans l'entreprise SIGMA – devenue plus tard Mannesman et Bosch –, une entreprise de mécanique de précision qui fabriquait des pompes à injection pour Berliet, aujourd'hui RVI, et des pompes hydrauliques. 1968 est l'année de mes 27 ans. Syndiquée à la CGT depuis 1960, je suis adhérente de la section syndi-

cale employé, technicien, dessinateur et agent de maîtrise (ETDA) rattachée au syndicat ETDA départemental de la métallurgie, au grand dam du syndicat ouvrier de l'entreprise qui considérait que c'était pour ne pas faire grève quand le syndicat le décidait. Déjà, des incompréhensions sur la spécificité ! Le syndicat ouvrier compte environ 350 adhérents sur 700 ouvriers, il faut dire que ce sont des ouvriers hautement professionnels. Parmi les ETDA, une centaine sont syndiqués sur 300 si mes souvenirs sont exacts.

Je retiens deux aspects qui ont marqués l'occupation de l'entreprise, d'abord la démocratie et les nouveaux rapports entre les cols bleus et les cols blancs.

Avant la grève, le syndicat ouvrier comporte trois sections syndicales, une pour l'équipe du matin, une pour l'équipe du soir et une pour les ouvriers qui travaillent la journée. Ce sont les syndiqués qui désignent les camarades qui seront présentés aux élections de DP et du CE. De plus, il existe une section syndicale d'ETDA sans véritable activité syndicale, sauf l'information.



Tout le monde dans l'usine ne parle que de ce qui se passe à Paris, les étudiants, la répression, la manif du 13 mai à l'initiative de la CGT et l'appel de la CGT, la CFDT, la FEN, pour les confédérations et de l'UNEF pour les étudiants. Quand on apprend que « les Renault » sont en grève avec occupation, suivis de près par « les Berliet », le syndicat ouvrier et la section syndicale ETDA se réunissent pour examiner la situation et faire des propositions – cahier de revendications et forme d'action – à l'assemblée générale de l'ensemble des salariés de SIGMA convoquée pour le lundi matin.

C'est presque la totalité du personnel qui participe à l'AG, sauf les cadres, environ 80. Décision est prise d'occuper l'usine. Les responsables syndicaux proposent de mettre en place un dispositif qui permette de consulter en permanence les salariés. Ainsi tous les matins, la direction du syndicat se réunit fait le point des initiatives à prendre, ensuite le comité de grève, qui a été élu par l'AG composé de syndiqués et de non-syndiqués discute des propositions et consulte l'assemblée générale qui est convoquée tous les matins vers 9h-9h30, pour décider de la suite du mouvement et désigner les camarades qui participeront aux réunions de la métal-

lurgie, celles de l'UL, rendre visite aux petites entreprises voisines, non organisées pour les aider à mettre en place le cahier de revendication et l'occupation. Il fallait que l'intendance suive, le gérant de la cantine était aussi en grève et il organisa, avec son équipe, l'approvisionnement et la composition des repas. Et bien sûr, qui furent sollicitées pour servir ? Les femmes qui



Manifestation place de la République à Paris, 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

occupaient. Les questions sociétales étaient encore loin de nous, et les femmes ne devaient pas rester dans l'usine au-delà de 22 heures.

Un certain nombre d'initiatives sont proposées pour animer les après-midis : tournois de football, jeux de cartes, d'échec mais aussi des rendez-vous culturels avec l'aide de la section départementale de Travail et Culture. Nous aurons la visite de Roger Planchon du théâtre de Villeurbanne (pas encore le TNP) avec ses équipes de comédiens, des écrivains comme Bernard Clavel, avec lesquels nous parlerons de leur métier, Maurice Moissonnier, professeur d'histoire, nous fera des conférences sur la Commune et les Canuts, des chanteurs, dont la fille du secrétaire général du syndicat de Berliet, se produiront. Tout cet environnement culturel aura des répercussions après la grève, avec la mise en place d'une commission culturelle par le CE pour s'occuper de la bibliothèque qui fut ouverte tous les après-midis pendant la grève, les abonnements au théâtre, des visites d'expo, etc.

Ce qui m'a particulièrement marquée, c'est la participation massive aussi bien des ouvriers que des employés aux AG, les débats et la convivialité. Des chants révolutionnaires tournaient en boucle. Nous avons l'impression de construire un autre monde. Tout allait pour le mieux, sauf que notre patron, qui



était aussi président de la chambre de commerce et d'industrie, et qui refusait de discuter des revendications. Le lundi de la Pentecôte, il se pointa avec la presque-totalité des cadres et força le passage pour entrer dans l'entreprise. On a frôlé l'incident. On s'était préparé à cette éventualité-là, des canons à eau étaient branchés, mais nous avions oublié que la commande était à l'extérieur et quand on a voulu les repousser, rien. Quelques-uns se sont énervés, un cadre a reçu une pierre sur la tête, heureusement sans gravité, l'autorité du syndicat a permis de calmer les occupants et ils sont entrés dans leurs bureaux. À 16 heures, une délégation a rencontré le patron pour lui demander quelle production avait été réalisée ? Aucune, donc ils lui ont signalé qu'il était inutile de se représenter le lendemain au risque d'être repoussés sans ménagement. M. Peillon a finalement donné l'ordre aux cadres de ne pas revenir. Mais ce n'est pas pour autant que les négociations qui avaient mis plus de quinze jours à s'ouvrir débouchaient sur des propositions acceptables. Heureusement que « les Berliet » avaient repris le travail, car ils avaient besoin de notre production et l'entreprise fit pression sur notre patron pour que les conditions de la reprise soient réunies. Le 24 juin, nous fêtons la Saint-Jean, prénom de plusieurs délégués et la fin de l'occupation. Nous

rentrerons le lendemain en manif, drapeau rouge en tête, non sans avoir au préalable fait le tour de l'usine en compagnie d'un huissier pour rendre compte de l'état de l'entreprise. Le patron se tournera vers ses cadres pour leur signifier : « J'aimerais que l'entreprise soit aussi propre lors du retour des vacances ».

En conclusion, deux observations.

**« La démocratie a été le ciment de notre action, elle a mobilisé une très grande majorité des salariés. Sans cette démarche, nous n'aurions pas pu tenir si longtemps »**

L'occupation a permis aux ouvriers, aux employés, aux techniciens, aux dessinateurs, aux agents de maîtrise de mieux se connaître, de mieux se comprendre, même si la spécificité étaient vécue par les ouvriers comme un frein à l'action, ils reconnaissent que la démocratie avait aussi permis à ses personnels d'être dans l'action et irrécupérables par la direction. Cela ne gomme pas de nombreux débats, parfois passionnés, mais après 68 l'ambiance dans l'usine a complètement changée entre les ouvriers et les ETDA.

1968 c'est aussi la rampe de lancement de nombreux militants, ce fut mon cas, d'autant plus que la politique des cadres à la

CGT mettait en avant la jeunesse, la féminisation, la diversité professionnelle, politique, idéologique. Je serais élue dans le deuxième collège aux DP ; je vais participer à la commission nationale des ETDA de la Fédération de la métallurgie, avant d'être élue à la commission exécutive de l'USTM du Rhône, puis à la commission exécutive de la Fédération au congrès de 1971 et enfin au bureau confédéral de la CGT au 39<sup>e</sup> congrès en 1975.

Je ne fus pas la seule de l'entreprise à prendre des responsabilités. Jean Gléba, secrétaire du syndicat ouvrier, « montera » à la Fédération pour suivre les conditions de travail et Bernard Vivant, qui était dessinateur, sera secrétaire de l'Union locale de Vénissieux, avant de devenir secrétaire général de l'Union départementales du Rhône quelques années plus tard et enfin secrétaire confédéral de la CGT.

1968 c'est une CGT rajeunie, dynamique ouverte, un banc d'essai pour la démocratie et de nouveaux rapports entre les salariés. ■





La salle des débats © R. Gauvrit

### Roger Sylvain

Nous avons tous fait mai-68 mais ne sommes plus sur le terrain. Or les « autres » ont commencé à démolir les acquis de mai 68. C'est là que nous pouvons encore jouer un rôle. Quand nous voyons par exemple des jeunes un peu désespérés, il faut leur expliquer que cela n'a pas été du « gâteau » tous les jours et qu'il a fallu nous battre. L'autre jour, dans une émission télévisée, j'ai entendu dire que mai 68 avait coûté tellement cher à la France qu'elle ne s'en était jamais remise et que les patrons avaient trop lâché. Il va falloir que nous combattons ce discours et nous avons à mon avis un rôle à jouer dans cette bataille.

Il va y avoir la journée du 22 mars, pendant laquelle on va sans doute « ripoliner » Daniel Cohn-Bendit. 68 fut effectivement un mouvement étudiant. On ne peut pas nier leur rôle dans ce grand mouvement. À Billancourt par exemple, Jacques Sauvageot venait tous les jours devant les portes de l'usine pour y développer ses idées et inciter les ouvriers à rejoindre les étudiants. Puis, à la fin de mai 1968, ce fut le rassemblement du stade Charléty.

Le 16 mai au matin, quand je suis venu à l'usine, j'étais loin de penser que j'y passerai la nuit. On avait senti après la manifestation du 13 mai qu'il s'agissait d'un mouvement d'ampleur. Les choses n'avaient pas été

faciles durant les quinze années précédentes, surtout depuis l'accord de 1955 qui permettait de réduire les primes en cas de grève et que mai 68 permit d'abroger. On vit aussi arriver à partir de 1964 des salariés immigrés qui étaient embauchés pour des contrats de trois mois normalement reconductibles deux fois et dont la revendication principale fut de faire tomber ces contrats provisoires.

**« Je n'oublie pas non plus ce que mai 68 a apporté sur le plan sociétal, comme la loi Veil de 1975 sur l'IVG »**

### Alain Tacquin

Voir sa contribution écrite ci-après, p. 34.



## Louis Dronval

Je suis arrivé à Saint-Nazaire en 1974. En 1968, aux dires des anciens, il ne s'était rien passé aux chantiers. Ce qui a marqué l'histoire des chantiers de l'Atlantique, c'est la grève des « mensuels » de 1967, qui aboutit à des acquis extraordinaires, dont la grille de classifications qui est encore en vigueur dans la métallurgie. Cette grille que l'UIMM s'évertue à mettre en cause aujourd'hui en préférant classer le poste de travail et non la qualification du salarié. J'ai trouvé par hasard voici une dizaine d'années dans une armoire du syndicat un protocole de fin de conflit de 1968, qui contenait des acquis bien plus importants que ceux de 1967. J'ai écrit un article sur ce que j'avais trouvé, j'ai recherché d'autres archives de cette période, mais celles datant d'avant 1970 ont disparu. Comme quoi, les choses ne sont pas aussi claires qu'il y paraît dans les consciences. Les acquis de 1968 se sont en fait « empilés » sur ceux de 1967, comme la création des délégués syndicaux aux chantiers, qui ont ensuite été généralisés en 1968.

## Yves Bongiorno

Si le potentiel d'action est là, la situation est quand même différente par rapport à mai 68. Les lois Macron accélèrent la perte de proximité que nous connaissions déjà, les

grandes entreprises ayant éclaté en une multitude de sous-traitants de PME. Comment pouvons-nous par ailleurs capter les intérimaires, les CDD, etc., qui sont loin de nos organisations syndicales ? J'ai vécu 68 mais je pense que nous ne pouvons pas y revenir. Il y a des choses possibles, comme chez Ryan Air où les pilotes ont démissionné en bloc. Nous avons donc à inventer des choses nouvelles.

## Gérald Verrier

Pendant les grèves de 1968, je faisais partie des jeunes syndiqués de la CGT. J'étais militant de la JOC et j'ai été parmi les premiers à Toulouse à rejoindre la CGT. J'en retiens pas mal de choses. En l'espace d'un mois, j'ai par exemple vu mon salaire augmenter de 30 %. Or la revendication de la CGT pour un SMIC à 1800 euros correspond précisément à une augmentation de 30 %.

Deuxième aspect : la protection, la maintenance et la surveillance des outils de travail. Nos camarades de Sud Aviation, dont l'usine fabriquait alors le prototype du Concorde, nous racontent souvent la manière dont les salariés ont été responsables dans le maintien de leur outil de travail.

Quelques années plus tard, je suis entré à la CII (Compagnie internationale pour informatique), où la CGT fut créée en 1968 par des femmes. À partir de cette

période, pas mal d'actions furent menées, notamment sur les classifications en 1970. Le rapport qui s'était établi en mai 68 entre les ouvriers et les ICT nous a permis en 1975 de créer un syndicat UFICT qui recueillit 120 adhésions en une seule journée. Quelques mois plus tard, nous fûmes confrontés à la fermeture de notre usine dans le cadre de notre fusion avec Honeywell et nous menâmes une grande bataille qui nous permis de maintenir notre site, qui existe encore aujourd'hui.

Dans le même temps, le patronat toulousain n'est pas resté les deux pieds dans le même sabot. L'Aérospatiale fut son laboratoire. Il y eut des mesures contre les délégués du personnel, le salariat a changé et tout à été fait pour mettre en avant Force Ouvrière, ce qui fait que la CGT n'est plus représentative chez Airbus France.

## Michel Certano

Il y a dix ans, nous avons déjà connu, avec Nicolas Sarkozy, une campagne anti mai 68. Il nous avait donc semble nécessaire de publier un livre sur la conduite de la lutte et l'ensemble des acquis qui ont permis la conquête d'autres acquis importants comme la mensualisation de l'ensemble du personnel ou la réduction du temps de travail. Nous avons jugé nécessaire de faire un point





La salle des débats © R. Gauvrit

pour bien montrer que cette grève a été victorieuse et que si nous avions « pris une trempe », nous n'aurions pas vu se développer autant de luttes. Malheureusement, nous n'avons sans doute pas suffisamment mis en avant tous les acquis de mai 68 dans notre communication.

À l'époque, ceux qui avaient connu 1936 rappelaient qu'ils avaient obtenu les congés payés. En tant qu'anciens, nous devons donc rappeler aux jeunes que les choses ne s'obtiennent pas toutes seules. Nous avons nous aussi des contrats provisoires mais cela ne nous a pas empêché de tenir notre rôle et de montrer les acquis victorieux des quinze années qui ont suivi mai 68. Il faut aussi tordre le cou à l'idée selon laquelle, sur le plan du pouvoir d'achat, on nous a tout repris dans la foulée. Ce n'est qu'en 1982, avec

l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, que nous avons vraiment dérouillé sur le pouvoir d'achat.

### **Serge Loujni**

Il faut bien noter que tous les héros de mai 68 furent ensuite les ministres de Mitterrand, ce qui eut une certaine importance. Je crois que nous avons intérêt à rechercher profondément ce qu'a été mai 68. Ce ne fut pas un mouvement comme les autres. C'était un moment où le capitalisme commençait à se remettre et où une période nouvelle s'ouvrait pour lui – on le retrouve dans la revendication sur le niveau de vie et les questions de société.

Faire des recherches sur mai 68 est un travail important pour nous et pour les jeunes, car je pense que certains mouvements se préparent. Or il y a beaucoup d'enseignements à tirer de mai 68, notamment

sur la démocratie dans les entreprises. Nous avons rédigé une brochure voilà dix ans et peut-être l'IHS devrait-il faire un effort pour la mettre à la disposition des travailleurs et leur faire comprendre ce que fut ce mouvement et leur en faire comprendre le fond. Mai 68 ne vint pas de loin et la démocratie dans les entreprises fut l'un des éléments de cette lutte. Il y eut aussi une lutte idéologique contre le réformisme.

### **Michel Perrin**

En mai 68, je travaillais chez Renault et je tenais à rappeler le rôle important de la jeunesse ouvrière. Chez Renault par exemple, beaucoup d'entre nous avaient fait entre 28 et 30 mois de service militaire, parfois en Algérie, et quand est arrivé mai 68, nous étions décidés à obtenir notre dû, tant en termes de salaire que de responsabilités. C'est la guerre d'Algérie qui a influencé notre volonté à obtenir quelque chose.

### **Claude Ven**

Merci à tous. Certains d'entre vous ont rappelé la place des camarades retraités et de l'IHS dans la bataille idéologique que nous devons mener. Nous avons en effet besoin d'une conscience de classe qui permettra les mobilisations nécessaires. ■





Aimé Halbeher



Aimé Halbeher © DR

## Renault-Billancourt. Après 68, la conquête de la dignité et de la citoyenneté à l'entreprise

**L**e fait d'avoir, du début jusqu'à la fin de conflit, consulté le personnel sur les décisions majeures concernant la conduite de cette grande grève a permis durant trente-trois jours d'élever la cohésion, la confiance et l'unité des 35 000 salariés.

Ils ont apprécié notamment leur droit d'entrer ou de sortir de l'entreprise sur simple présentation de leur carte d'usine. Durant cinq semaines, ils ont eu le sentiment d'être les propriétaires de ce vaste ensemble industriel.

Il est arrivé parfois dans des grèves longues que les partisans de la reprise du travail et les partisans de la continuité de la grève se chamaillent pendant longtemps après la grève. Ce ne fut pas le cas lors de la reprise du travail le 17 juin 1968 à Renault Billancourt.

Cette reprise fut joyeuse. La fierté d'avoir fait céder le pouvoir gauliste, qualifié depuis dix ans de « pouvoir fort », a dominé la totalité du personnel. Cette reprise fut combative. Dans la plupart des ateliers

et bureaux, les salariés ont exigé, avant de reprendre le travail, de discuter avec les contremaîtres et directeurs, des revendications spécifiques qui n'avaient pas été précisées ou abordées dans les négociations centrales.

Le nombre de syndiqués CGT est passé de 4 000 à 8 000 en deux ou trois ans. L'idée qu'il fallait être organisé pour être fort, efficace et donc plus libre avait beaucoup progressé pendant la grève.

Les sections syndicales étaient présentes dans ces discussions. Elles ont permis d'élever les débats sur les droits pour les salariés d'être informés, consultés sur tout

ce qui touchait l'organisation, le contenu, le rythme du travail, les rapports hiérarchiques, les charges de travail, etc.

Par exemple, les temps de pause, l'affichage des cadences, les remplacements sur chaîne, le système de chronométrage, les critères d'efficacité, les actions de formation, de notations, de déroulement de carrière.

Dans certains secteurs, des « comités d'organisation du travail », avec participation des représentants syndicaux, ont exigé des droits d'intervention sur les objectifs et les stratégies à long terme. Déjà se dessinait ce qui fut obtenu en 1982 avec les lois Auroux, les conseils d'ateliers et les groupes d'expression.

Bref, un nouveau rapport de forces s'est installé pendant une longue période au cœur des ateliers. Ce mouvement a pris des formes très variées qui pouvait aller jusqu'à la satisfaction de nombreuses demandes ou bien la résurgence de conflits conduisant à des interventions, des arrêts de travail des travailleurs mécontents des attitudes bloquées de responsables n'ayant rien compris de ce qu'avait aussi exprimé le mouvement de mai-juin 68, c'est-à-dire : conquérir la dignité, la reconnaissance des droits des femmes et des hommes d'exprimer leur compétence, leur intelligence, leur personnalité



dans l'entreprise. En fait, la reconnaissance de la citoyenneté à l'intérieur des entreprises frappait à la porte.

Mais pas seulement au niveau des ateliers comme l'entendait les lois Auroux, mais aussi sur la politique financière et industrielle du groupe Régie nationale des usines Renault.

C'est ainsi que furent menée pendant plus de dix ans une longue lutte syndicale et politique pour le maintien et la modernisation de l'usine Renault de Billancourt, avec l'appui souvent massif du personnel et d'une partie de la population de Boulogne-Billancourt.

Cette lutte connut le succès dans un premier temps, avec la construction d'un premier bâtiment moderne d'études et de production du modelage en 1978. Ce bâtiment existe encore, alors que MM. Mitterrand et Rocard ont engagé un processus de privatisation de la Régie au début des années 1990, en créant une société anonyme. Un écho à ce qui se mijote actuellement à la SNCF avec le projet de loi Macron-Philippe.

Ce fut encore le cas avec la construction d'un petit véhicule par une équipe de salariés dont des ingénieurs. Cette voiture, appelée, la Neutral, a fait le tour des usines et de la France. Elle exprimait la volonté massive du personnel de Billancourt

de maintenir leur grande entreprise et sa spécificité historique dans la construction de véhicules à la portée des bourses populaires, comme ce fut le cas après-guerre avec la quatre-chevaux, la Dauphine, la 4L.

Enfin, de nombreuses interventions avec le soutien du personnel furent menées pour que l'État, les banques participent financièrement à la modernisation de l'industrie automobile et favorise la production nationale.

C'est ainsi qu'une forte délégation des travailleurs de Billancourt s'est imposée un jour dans les bureaux de la holding financière Renault installée à Genève pour que soit stoppée la spéculation monétaire du groupe nationalisé et pour que les milliards utilisés pour la croissance financière s'orientent vers la croissance réelle en France en créant des emplois qualifiés, des formations et des investissements de haute technologie.

C'est encore dans les bureaux et les ateliers de construction et d'études des machines-outils que durant les années 1970, des ouvriers, techniciens, ingénieurs ont agi, proposé, alerté pour que des critères d'efficacité sociale soient pris en compte dès la conception des équipements et machines produites à Billancourt et en province. Ceci pour que ces équipements allègent la peine des hommes et

des femmes qui travailleront dessus. Mais aussi pour qu'ils élèvent leurs connaissances et leur qualification, le niveau d'emploi et améliorent ainsi l'efficacité des investissements.

Voilà comment s'est exprimé Mai 68 dans les années qui ont suivi chez Renault à Billancourt, mais aussi dans de très nombreuses usines, bureaux et secteurs publics du pays. On n'en serait pas à l'état actuel d'une industrie dégradée, d'un chômage massif, si ce mouvement avait triomphé. Mais il n'a pas dit ses derniers mots. La pensée autogestionnaire est une idée neuve, humaine et moderne. Elle est née en mai 68, elle s'imposera. ■





Michel Dauba, ancien secrétaire UFICT Métallurgie

## Mai-juin 1968 et les ingénieurs, cadres et techniciens

**J**e travaillais dans un bureau d'études de l'électronique aéronautique, au sein de la société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM) à Massy (Essonne) depuis la fin de mon service militaire, que j'avais effectué en Algérie de 1961 à 1963, soit du putsch des généraux jusqu'au départ de l'armée française, en passant par l'accession à l'Indépendance. Je profite de cette contribution pour établir un lien entre la fin de la guerre d'Algérie, les aspirations nouvelles qui se sont exprimées chez les ingénieurs, cadres et techniciens (ICT) en 1968 et, entre les deux, la décision anticipatrice de la CGT de créer l'Union générale des ingénieurs et cadres (UGIC) en 1964, devenue, après deux mois de grèves avec occupation des entreprises Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) en 1969.

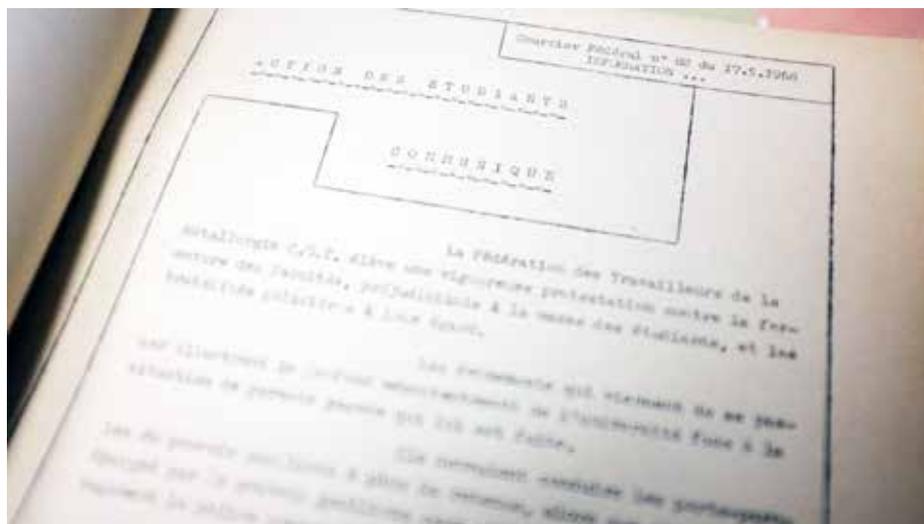
Pendant sept ans, les préoccupations des jeunes salariés, qu'ils soient ouvriers, employés ou ICT, avaient été dominées par cette épée de Damoclès que constituait le départ pour l'Algérie. Cependant, tous les indicateurs indiquaient alors l'entrée dans une phase de profonde mutation des technologies, des organisations du travail, des

métiers et des qualifications. Ainsi, les premiers Instituts Universitaires Technologiques (IUT) voient le jour en octobre 1965. Il faut rendre hommage à la direction de la CGT alors en poste, et singulièrement à Benoît Frachon, d'avoir compris que les ICT allaient être, en tant que composante du salariat, au centre de ces mutations, et qu'en conséquence la CGT se devait de leur offrir une structure d'organisation où ils pourraient librement, collectivement et de manière autonome exprimer leurs préoccupations professionnelles, leurs revendications spécifiques et donner librement leur avis

pas 1968 pour se multiplier : aux chantiers navals de Saint-Nazaire et à Merlin Gerin à Grenoble, c'est dès 1967 que les premières grandes grèves, spécifiques aux « mensuels », ont lieu.

En quoi le choix d'une organisation « spécifique » était-il justifié ? Et en quoi le vécu des ICT dans le mouvement de 1968 a-t-il validé ce choix jusqu'à l'élargir aux techniciens peu de temps après ?

Car bien des interrogations se manifestaient, dont l'écho est encore bien prégnant dans les difficiles débats sur l'urgente « diversification » de l'activité



Communiqué de la Fédération de la métallurgie du 17 mai 1968

© coll. IHS CGT Métaux

sur tout ce qui concernait leur entreprise.

Le principe de création de l'UGIC est acquis dès 1963 et la création effective intervient en 1964. Les premières grèves engageant des techniciens n'attendent

syndicale. S'il s'agissait seulement pour les ICT de simplement pouvoir exprimer leurs revendications « particulières » sur les salaires, les classifications, la reconnaissance des qualifications et des diplômes par exemple, un simple effort de diversifi-



cation aurait pu suffire. D'ailleurs, à la Fédération des travailleurs de la métallurgie, les mêmes préoccupations pour les « employés » et surtout les « ouvriers spécialisés » n'avait pas conduit à la mise en place d'une structure spécifique, mais simplement à un effort de prise en compte et à la création de commissions de travail ad hoc. C'est donc bien au-delà du seul souci d'avoir une politique revendicative pour les ingénieurs et cadres qu'il faut rechercher la justification d'un tel choix.

Le problème consistait à faire une analyse fine de la place des ingénieurs et cadres dans les rapports sociaux concrets, tels qu'ils sont vécus dans l'entreprise : travailleurs hautement qualifiés, les ingénieurs et cadres sont à la fois salariés à part entière, mais aussi détenteurs d'une délégation patronale de pouvoirs et d'autorité, soit parce que directement engagés dans des fonctions hiérarchiques de commandement, soit via les choix de technologies et d'organisations du travail, marqués par la contrainte patronale de productivité et de rentabilité. C'est face à cela qu'il fallait offrir un lieu où parler librement de tout ça, hors de toute espèce de « contrôle ouvrier ». Les deux premiers congrès de l'UGIC, au lendemain de mai-juin 1968, sont marqués par cette spécificité, qui conduit à exiger : « la reconnaissance du droit des ingénieurs et cadres, puis

des techniciens, à s'exprimer collectivement sur tout ce qui concerne l'entreprise » (ce qui impliquait la gestion, l'organisation de travail et les choix technologiques). Cette position suppose qu'en tant que salariés, les ICT exercent individuellement leurs fonctions, comme la direction leur demande, mais qu'ils doivent avoir également le droit d'exprimer collectivement un point de vue qui peut être critique.

N'oublions pas que le CNPF – l'ancêtre du Medef – avait analysé lors de ses assises de Marseille d'octobre 1972 que

**« les événements de 1968 ont montré la fragilité de notre système social. Il est décisif que l'encadrement ne change pas de camp »**

Voilà pour le fond. Ensuite, il est normal que ces réalités aient été vécues de manière très diverses selon les secteurs d'activité. Pour ce qui me concerne, l'entreprise vivait plusieurs évolutions, avec le passage de l'étude dominante de prototypes à des fabrications en séries de plusieurs produits (des ingénieurs AM venaient d'être embauchés pour organiser plus rationnellement les choix de modes de fabrication) et la substitution progressive de l'électronique à la mécanique. Si bien que l'évolution de nos activités impactaient directement les charges de travail des at-

liers et donc l'emploi avec, dans bien des cas, des choix de sous-traitance de fabrication jusqu'alors assurés par les moyens propres de l'entreprise.

Et c'est bien de cela que les ICT avaient débattu pendant les deux mois de grève et d'occupation, jusqu'à envisager d'avoir eux-mêmes à gérer l'entreprise, tant ils étaient convaincus que le socialisme était pour demain ! On comprendra que, comme bien d'autres (mais ayant en plus vécu le mouvement comme secrétaire du syndicat), j'ai été enthousiasmé lorsque la CGT a mis à l'ordre du jour l'organisation des techniciens au sein de l'UGICT. C'est ainsi que je me suis retrouvé, deux ans plus tard, membre du secrétariat de l'Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens (UFICT) de la métallurgie.

Il ne nous revient pas de dire aux dirigeants d'aujourd'hui quel est l'état des rapports sociaux dans l'entreprise entre directions, ouvriers, employés, ingénieurs, cadres et techniciens. Probablement que le reflux des directions industrielles au profit des financiers, que la banalisation des qualifications de haut niveau dans le salariat ont fait évoluer les choses, mais je reste convaincu que la méthode d'analyse qui fut la nôtre reste valable et que l'organisation spécifique reste une nécessité. Bon travail camarades ! ■





Jacques Trégaro, avec l'aide de Pierre Bottreau

## Mai et juin 1968 chez Cadoux à Saint-Pierre-des-Corps

**T**émoigner de ce que nous avons vécu est nécessaire, pour mieux faire connaître aux jeunes générations la réalité de ce formidable mouvement de lutte et ainsi œuvrer au travail de mémoire, pour éclairer les combats d'aujourd'hui.

Les événements de mai et juin 1968, bien qu'imprévisibles, n'ont pas surgi dans un climat politique et social serein. Pour comprendre le déclenchement, le déroulement des luttes, un retour sur la période précédente (1966-1967) s'impose, pour éviter de déformer notre histoire.

Comme dans tous le pays, chez Cadoux, cette période est marquée par le nombre important de mouvements sociaux. Il y a bien sûr la participation aux journées d'action nationales inter-professionnelles (1<sup>er</sup> février, 17 mai, 9-14 octobre, 13 décembre 1967) et celles de la métallurgie, avec de puissantes manifestations dans les rues de Tours, parfois interdites ou réprimées. Il ne faut pas non plus oublier les luttes particulières à l'entreprise.

Toutes manifestent un profond mécontentement, une exaspération qui s'expriment dans les ateliers par un ras-le-bol que les militants CGT perçoivent et s'efforcent de canaliser pour lui



Les 2 photos montrent l'entrée de l'usine « Cadoux » la banderole rappelle les revendications

Les 3 photos suivantes présentent les grévistes en détente après leur garde.

Enfin la photos du bas à gauche montrent les grévistes et leurs familles marquant la fête dans l'usine le samedi 24 mai (au 4<sup>e</sup> jour de grève)



donner encore plus d'efficacité.

C'est ainsi qu'à la rentrée de septembre 1967, les revendications des salariés déposées auprès de la direction pour la réunion mensuelle des délégués, font l'objet d'un affichage intense dans les ateliers puis en octobre, le cahier revendicatif est soumis au vote du personnel au cours d'une assemblée pendant un arrêt de travail d'une heure. Ces revendications portent sur :

- **Le pouvoir d'achat, l'augmentation de 14 % des salaires ;**
- **L'aménagement du travail au rendement pour aller vers sa suppression ;**
- **La garantie de l'emploi, les quarante heures sans diminution de salaires ;**
- **Le versement d'une cotisation patronale permettant la préretraite aux ouvriers qui le désirent dès 60 ans ;**
- **L'attribution de la prime d'ancienneté aux ouvriers « déjà accordée aux mensuels » ;**

La reconnaissance de l'organisation syndicale à l'entreprise.

Les délégués CGT recherchent dans les négociations le soutien des travailleurs et déclarent : « ces revendications tiendront lieu d'ordre du jour pour les réunions mensuelles des délégués du personnel du mois d'octobre et des mois suivants, si cela s'avère nécessaire jusqu'à ce que la direction ait consenti à en-

gager de véritables négociations, en abandonnant le caractère habituel des réunions mensuelles régulières, dont les discussions n'aboutissent à rien de positif pour le personnel. »

Cette démarche favorise en décembre 1967 l'action des travailleurs de différents secteurs de l'usine. Ces grèves du 4 au 19 décembre perturbent la production à tel point que la direction, qui refuse toute négociation, menace les autres secteurs de chômage technique et annonce qu'elle ne pourra tenir ses promesses d'emploi si la grève se poursuit.

L'année 1968 commence par un changement de nom de la société. La CIT devient la Société des établissements Cadoux « Tourangelle », question de fiscalité paraît-il. Mais cela ne modifie en rien les conditions de vie difficiles pour les travailleurs. Travail au rendement, horaire de 45 heures par semaine, retraite à 65 ans, conditions de travail pénibles. Toujours le même refus de la direction aux demandes des délégués du personnel comme le confirme le compte-rendu de la réunion du 2 mai 1968. « Nous ne sommes pas en mesure d'augmenter les rémunérations – nous nous efforçons de maintenir l'horaire de travail de 45 heures, nous n'avons pas la possibilité de compenser une réduction éventuelle d'horaire, la suppression du travail au rendement n'est

nullement envisagée, prime d'ancienneté : voir réponse déjà donnée –, liberté syndicale : se référer à la réponse déjà donnée. »

La direction impose des périodes de « chômage technique » qui entraînent des pertes importantes du pouvoir d'achat.

Au comité d'entreprise du 29 février 1968, on annonce une baisse d'activité pour l'année, dû à un changement dans la politique de révision du matériel par la SNCF. « De 155 000 heures en moyenne mensuelle facturées en 1967, les prévisions pour les deux premiers semestres seront par mois de 139 500 et de 137 600 ». L'avenir de l'emploi est sombre.

Le 1<sup>er</sup> mai est marqué par une puissante manifestation, unitaire (CGT-CFDT-FEN), dans les rues de Tours. Malgré l'opposition de M. Royer, député-maire de Tours. Dans le calme et la dignité, unis, les tourangelles, les tourangeaux et un grand nombre d'étudiants occupent le pavé.

La jeunesse étudiante, leur mouvement retient l'attention des travailleurs, leur volonté de respect, de dignité, de liberté résonnent dans toutes les têtes. Alors quand la répression brutale, et que les violences se déchaînent contre eux, c'est massivement qu'ils se lèvent pour répondre aux organisations syndicales qui, à l'initiative de la CGT, appellent à la grève générale de 24 heures le 13 mai 1968.





Les militants CGT de l'entreprise se réunissent dès le week-end pour organiser la mobilisation, assurer la distribution du tract des UD qui précise les objectifs de la grève et annonce le lieu du rassemblement. Le lundi 13 mai, les militants et élus CGT sont aux portes de l'usine pour informer les travailleurs, les appeler à la grève et à la manifestation de l'après-midi à Tours. L'accueil est chaleureux. Pour ma part, je rentre de Paris où j'étais depuis le vendredi pour assister à la conférence nationale de l'Action Catholique Ouvrière (ACO). J'ai encore dans la tête pour avoir été sur place (rue Gay-Lussac) les images terribles des restes de l'affrontement de la nuit du 10 au 11 mai. Cela fait peur et l'on imagine le nombre de victimes...

Une telle violence est incompréhensible et révoltante, je fais part aux camarades de mes sentiments, qui partagent ma colère.

Après le succès de cette journée, les discussions vont bon train dans les ateliers, des informations nous arrivent qui annoncent la grève illimitée avec occupation dans plusieurs entreprises de la métallurgie dans plusieurs régions du pays, cela va encore amplifier les échanges, certains posent la question d'entrée dans la lutte.

La Fédération CGT de la métallurgie exprime le 16 mai son soutien et sa solidarité aux grévistes et

La fête continue (5 photos) avec des artistes chanteurs mais aussi des salariés qui montre leur talent

Photo, en bas, à gauche, on voit le maire de Saint-Pierre apportant son soutien et à sa droite, P. Bottreau, secrétaire général du syndicat CGT de l'entreprise

Photo de droite, B. Boyedieu au local syndical qui servait de local pour le comité de grève. Il était chargé du planning des gardes.



demander « aux militants de ses organisations d'être partout à l'initiative pour réunir les travailleurs et leur faire des propositions immédiates d'actions afin d'imposer la satisfaction de leurs revendications ».

Dans cette semaine, les élus CGT, les militants mais aussi de simples syndiqués ne vont pas cesser de discuter avec leurs collègues et se concerter. Il faut apprécier l'état d'esprit des travailleurs.

Le 17 mai, le comité confédéral national de la CGT déclare que la grève s'étend et appelle les travailleurs à se réunir, à définir leurs revendications et à déterminer les formes de lutte.

Chez Cadoux, les revendications sont connues, la direction refuse toujours la négociation. Il ne reste plus qu'à décider ensemble des formes de la lutte en respectant la démocratie syndicale. Ce sera fait le samedi 18 mai. Le comité exécutif de notre syndicat convoqué d'urgence à la Bourse du travail de Tours, examine la situation et les possibilités pour le personnel de notre entreprise qui a toujours été à la pointe de l'action et des luttes des travailleurs dans le département, de se joindre à ce vaste mouvement.

Après un large débat, le syndicat CGT de l'usine décide de soumettre dès le lundi 20 mai au matin, un plan de travail en vue de permettre la décision collective de l'action. Celui-ci

fut distribué dans un tract au personnel à l'entrée de l'usine, avec le cahier de revendications.

Dès l'embauche, de 7 à 10 heures, l'ensemble des délégués CGT organiseront des réunions dans tous les services et bureaux, pour et avec tous les travailleurs, discuter et recevoir leur opinion sur les modalités de l'action à envisager à l'intérieur de l'entreprise et sur les revendications à déposer.

À 10 heures, la CGT invite l'ensemble des responsables syndicaux et délégués ses organisations syndicales (CGC et FO) à une assemblée afin de se mettre d'accord dans l'unité la plus large, sur les propositions d'action, qui nous auront été soumises, au cours des réunions des services et bureaux.

À la suite de cette intersyndicale, nous proposons une assemblée générale de tout le personnel pour faire le point de nos discussions de la matinée et passer à l'application des décisions par un vote à bulletin secret.

Ce plan fut scrupuleusement appliqué, d'autant plus rapidement que pendant que nous étions réunis en intersyndicale, impatients de connaître nos propositions d'action, les ouvriers avaient déjà cessé spontanément le travail et s'étaient rassemblés dans la cour de l'usine devant le local syndical où nous étions réunis.

La grève et l'occupation

de l'usine furent votées à la majorité du personnel ouvrier par 532 voix sur 730 personnes à l'effectif ce jour-là. Les techniciens et les cadres votant, pour leur part, pour une grève limitée de 36 heures.

À 12 heures, l'usine est occupée et placée sous la responsabilité du comité de grève, composé des représentants des syndicats de l'entreprise et de grévistes volontaires.

La mise en place de ce comité de grève intersyndical ne supprimait pas l'activité et l'expression de chaque organisation, au contraire. La démocratie syndicale (débat et consultation des syndiqués) était renforcée, préfigurant les libertés syndicales dans l'entreprise, acquises suite aux grèves de mai-juin 1968.

Le comité de grève se réunira régulièrement deux fois par jour (9 et 15 heures) pendant toute la durée du conflit, assurant démocratiquement la gestion de toutes les questions de politique syndicale, de sécurité, d'organisation de la vie dans l'usine, de la solidarité, des relations extérieures.

Sa première mission fut de déposer à nouveau les revendications et d'informer le directeur de la décision des grévistes de cesser le travail et d'occuper jour et nuit l'entreprise jusqu'à satisfaction des exigences du personnel. Il lui fut également précisé qu'il pourrait librement accéder à son bureau, durant les heures



habituelles de travail de l'entreprise, et que nous restions disponibles pour négocier à tout moment, de jour comme de nuit. Négociation qu'il refusait au prétexte « qu'on ne négocie pas sous la pression ». La direction ne réagira officiellement que le 22 mai, dans une note de service, dénonçant la grève avec occupation des locaux qui paralyse l'activité de l'usine, les entraves à la liberté du travail. Elle demandera « à tous les grévistes d'évacuer immédiatement l'usine et que la liberté du travail soit respectée par tous et pour tous ».

La prise du « pouvoir » étant effectuée, il fallu s'organiser, dresser les listes des permanences pour la garde de l'usine jour et nuit. Trois périodes horaires furent établies (4h-12h, 12h-20h, 20h-4h). Le service de permanence comprenait plusieurs affectations, avec des responsables désignés pour chaque poste.

- **Le poste de garde, entrée principale de l'usine avec poste téléphonique interne et externe où se trouvaient le chef du poste et deux adjoints ;**
- **La salle de permanence du comité de grève avec deux responsables ;**
- **Le réfectoire avec un membre de la commission ravitaillement ;**
- **Le poste de secours avec deux secouristes, pompiers volontaires de l'usine.**

Dans l'enthousiasme général, les travailleurs vont spontanément s'inscrire sur ces listes et chacun va assurer avec esprit de responsabilité les tâches qui lui sont confiés, tout en faisant preuve d'imagination pour répondre aux problèmes qui ne manquent pas de surgir dans un tel contexte totalement nouveau pour tous, y compris les premiers responsables que nous étions.

Aux premières heures de l'occupation, les couleurs sont hissées sur le toit de l'usine, le drapeau rouge symbole de la révolution en haut du mât et le drapeau tricolore juste en-dessous. Ce qui fera dire plus tard au directeur de l'époque que nous avions mis le drapeau français « en berne ». Nous étions bien évidemment très loin d'un tel état d'esprit, bien au contraire, étant donné notre enthousiasme à ce moment.

Il faut souligner cette conscience ouvrière, qui conduit chacun, pour assurer le maintien en l'état de l'outil de travail et la sécurité des installations, à retourner à son poste de travail abandonné précipitamment quelques heures plus tôt. L'outillage fut rangé, les machines mises à l'arrêt et graissées, les lieux nettoyés. Ils le seront régulièrement pendant toute la durée des cinq semaines d'occupation.

Comme exemple du souci de protection des équipements, citons les camarades de l'entretien qui, au terme

de la première semaine de grève, nous avisèrent qu'ils pensaient nécessaire de vidanger les circuits de refroidissement des quatre compresseurs pour éviter tout problème à la remise en marche.

Durant ces journées, chacun va faire plus ample connaissance avec ses collègues de travail, au cours de discussion souvent animées ou pendant des moments de détente (jeux de cartes, de boules ou autres sports).

Le comité de grève se félicitant du nombre important de participants aux piquets de grève et aux différentes activités, rappellera cependant régulièrement la nécessité d'une participation du plus grand nombre, particulièrement au poste de 20 h à 4 h du matin, pour des raisons de sécurité.

Dans une note du 23 mai et dans une de mes interventions le lendemain à l'assemblée générale du personnel tenue dans l'entreprise à l'occasion de la remise de la paie, je rappelle « que de nombreux camarades ont répondu à notre appel pour faire le piquet de grève et prendre des responsabilités, mais je voudrais dire à ceux qui sont là ce soir pour la paie que nous les attendons. Ils ne doivent pas se dérober à leurs responsabilités, ils ne se déroberont pas le jour où nous seront vainqueurs. »

Il faut préciser que le comité de grève avait décidé de laisser les non-grévistes



pénétrer dans la cour de l'usine ce jour-là pour la remise des paies. Cela ne pouvait se faire que sous la protection et la surveillance des grévistes, afin d'éviter toute tentative de débordement et d'affrontement. De l'entrée de l'usine jusqu'au bureau de paie, les non-grévistes devaient passer entre deux rangées de membres du comité de grève, certains n'étaient pas très fiers !

Dans les premières semaines, nous assistons à une participation satisfaisante, mais le temps passant, les bonnes volontés se font plus rares, l'impatience, l'incertitude dans l'issue de la grève, les problèmes personnels, notamment financiers en découragent certains.

Le soutien à la lutte reste cependant acquis, les résultats du vote organisé par la direction à l'extérieur de l'entreprise en témoignent. Le 12 juin, sur 843 salariés, seuls 237 participent au vote. 202, dont 158 mensuels et cadres, se prononcent pour la reprise du travail. Mais la participation aux activités est plus difficile à obtenir, alors que les tâches plus nombreuses et plus prenantes nécessitent plus de grévistes actifs. Il faut citer :

- **Les solidarités avec les entreprises de la métallurgie ou autres secteurs, pour les aider à organiser leur propre grève ;**
- **Les relations avec les structures des syndicats locaux et départemen-**

**taux pour l'organisation des manifestations ;**

- **Les rencontres entre syndicats des métaux pour interpeller et obtenir des négociations avec le patronat départemental de la métallurgie ;**
- **Répondre aux sollicitations d'échanges, de débats, avec le mouvement étudiant, les syndicats paysans, les représentants des partis politiques, la presse, afin de populariser notre mouvement ;**
- **La résolution de toutes les questions d'intendance, l'organisation et le partage équitable de la solidarité matérielle et financière.**

Malgré les responsabilités lourdes qui pesaient sur nos épaules de jeunes militants (moins de trente ans), nous faisons face à toutes les provocations, qu'elles viennent de la direction, de la maîtrise ou des cadres qui, après leur grève limitée de 36 heures, voulaient reprendre le travail. Il nous fallait aussi être vigilant face aux forces extérieures qui, sous prétexte de solidarité, souhaitaient pour un certain nombre, contester la responsabilité de la lutte, critiquant notre analyse et nos actions trop timides à leurs yeux « d'apprentis révolutionnaires ». Certes, parmi eux des gens sincères, avec qui nous pouvions dialoguer. Mais le trouble existant, il ne pouvait être question de leur ouvrir les portes de l'usine pour des

raisons évidentes de sécurité. Cette attitude a souvent été mal comprise par les jeunes étudiants, mais parfois aussi par certains de nos collègues qui rêvaient d'un changement politique qu'ils croyaient accessibles.

Notre mouvement a reçu un soutien formidable. La solidarité familiale, celle de différentes couches de la population. Ceux qui pour des raisons particulières n'étaient pas en grève, mais aussi plus organisés : les organisations paysannes, les commerçants.

Ainsi, le 24 mai, un rassemblement était organisé par la CGT avec la population pour exprimer la solidarité et exiger l'ouverture des négociations.

À la solidarité spontanée, il faut ajouter l'aide demandée par le comité de grève auprès des collectivités locales, et des paroisses, en sachant que pour certains maires, c'était contraints et forcés qu'ils acceptaient de venir en aide aux familles.

Notre mouvement chez Cadoux a aussi connu un soutien politique et financier important de la municipalité communiste de Saint-Pierres-des-Corps, de même qu'une aide administrative appréciable pour la publication de nos informations, pour la collecte auprès des paysans dans la campagne environnante des produits de solidarité et leur transport.

Cette période de lutte et d'occupation fut aussi marquée par l'expression du



soutien des artistes, et plus largement du monde de la culture. Le samedi 25 mai dans l'usine, une séance récréative réunit les grévistes et leurs familles. Des artistes se produisirent, et ce fut également l'occasion pour des membres du personnel de manifester leurs talents de chanteur ou de conteur pour le plaisir de tous, petits et grands.

Durant cet après-midi de détente, le comité de grève s'adressant aux familles rappela les raisons de ce mouvement : « le combat que nous menons, si nous défendons des revendications profondes et justes, ce que nous voulons surtout c'est être des hommes et des femmes libres et responsables dans une société où chacun aura sa place. » Cette volonté de dignité, de respect fut la force de ce mouvement. Les travailleurs affirmant : « quelle que soit l'issue du conflit, rien ne sera plus comme avant ».

Après cinq semaines de lutte, le samedi 22 juin, les travailleurs décidèrent par un vote à bulletin secret de mettre un terme à la grève le lundi 24 juin. Cette décision prise démocratiquement ne fit pas l'unanimité, mais c'est fort des acquis obtenus que la reprise du travail s'est effectuée avec la volonté de rester unis pour une victoire plus large.

Les résultats du vote sont les suivants : Sur un effectifs de 687 salariés, 437 votants, 250 abstentions, 229 pour la reprise du travail, 205 pour

la poursuite de la grève et 4 bulletins nuls.

L'occupation se poursuivit tout le week-end, les camarades du service d'entretien profitant de ce temps pour vérifier le bon fonctionnement des installations et des machines, pour un redémarrage de l'usine sans problème le lundi matin 24 mai.

Que furent les résultats ? Le constat de Grenelle du 27 mai 1968 représente un premier acquis et marque le point de départ des négociations dans l'entreprise, dont les résultats obtenus après plusieurs séances de négociation apportent un succès non négligeable pour les ouvriers de l'usine :

- **Augmentation des salaires de 11 % en trois étapes (7 % au 1<sup>er</sup> juin, 9 % au 1<sup>er</sup> juillet et 11 % au 1<sup>er</sup> octobre ; suppression du premier échelon de chaque catégorie avec passage au taux supérieur ; garanti du boni règlement mini à 20 %) ;**
- **Réduction du temps de travail de 45 à 44,50 heures compensée à 80 % ;**
- **Avance paiement des journées de grève, remboursable à la fin 1968 ;**
- **Jours fériés (Ascension et lundi de Pentecôte) payés à 50 % ;**
- **Aucune sanction pour faits de grève ;**

Autres questions à réexaminer : congés payés, chômage technique, heures supplémentaires, prime de fin d'année.

Enfin, dans la foulée de mai et juin 1968, des avantages furent obtenus (formation professionnelle, mensualisation, droits syndicaux, etc.) L'action a été payante car au-delà des résultats revendicatifs, c'est le climat social qui a changé et cela explique que le chemin du retour au travail fut enthousiaste et marqué aussi par une grande confiance des travailleurs dans leur syndicat, la CGT, qui en est sortie renforcée.

Ces résultats sociaux importants que le pouvoir et le patronat de l'époque ont dû concéder expliquent sans doute la volonté des différents partis politiques d'effacer 1968 de notre histoire. Alors, en 2018, commémorer mai et juin 1968 en insistant lourdement sur le mouvement étudiant sans évoquer les dix millions de grévistes qui ont contribué à faire trembler le pouvoir et contraint le patronat à céder sur nos revendications est une manipulation qui tronque notre histoire collective. ■





Alain Tacquin

## Cinq semaines d'occupation du centre de recherche « Pierre Herreng » de l'Alcatel Bruyères-le-Châtel

**C**ette contribution est la retranscription du chapitre 10 de son ouvrage autobiographique *L'Apprenti de l'ENA* paru aux éditions Amalthée en 2015.

- Non-à-la !... Répression !... Non-à-la !... Répression... Depuis des heures la foule des manifestants remontait lentement le *Boul'Mich*. L'inconnu accroché à mon bras n'en revenait pas :

- Tu as vu ce peuple !

Depuis six heures nous formions une haie de sécurité. Debout... De rares répités, mais toujours le bruit des centaines de milliers de semelles. À en avoir le tournis. Gens de tous âges, de toutes conditions : *un prolo*, *un bourge*, un étudiant, une jolie fille sur les épaules de son copain, un général en grande tenue d'aviateur - ancien de Normandie-Niemen - breloques pendantes. Manifestants portant des banderoles ou des pancartes bricolées... des mots d'ordre griffonnés sur un carton fixé à un bout de bois. Ici le nom d'une entreprise, là celui d'une union syndicale...

Pas de visage triste. Pas de colère non plus. Une sorte de félicité générale !

On se retrouvait, on s'inter-

pellait :

- Tiens les gars de ma boîte ... Même lui ! Ben alors ! Un signe de la main, debout sur la pointe des pieds.

- Hé ! Hé ! ... Le con, y m'a pas vu ! ... »

Un treize mai magnifique. Un ciel bleu à éclabousser les toits rehaussait le rouge et le noir des drapeaux.

- CRS... SS ! CRS... SS ! Les mégaphones bardés d'autocollants s'époumonaient pour dominer le brouhaha.

- Foucher démission !

Malgré la gravité des mots, c'était la fête, pas la révolution :

- Quatre cents blessés qu'y disent ! Continuait mon voisin...

- Y a eu des morts, mais y le disent pas !

Point de vue largement partagé ce jour là. Faut dire que ça avait cogné fort la nuit du 10 au 11 mai 1968.

Malgré l'euphorie ambiante, le service d'ordre de la CGT, dont j'étais - *urban rouge vif* entourant le biceps gauche - commençait à trouver le temps long ; mon voisin soupirait à intervalles réguliers. Le cordon humain, indolemment noué dans l'attente, se ressaisit quand les *gauchos* de la FER - casqués, bâton en main - provoquèrent un flottement dans la manif. Désobéissant aux consignes, ils avaient stoppé le cortège, juste devant nous, au coin de la rue Soufflot et du boulevard saint Michel. Leurs regards désignaient

clairement l'objectif : le commissariat du cinquième arrondissement.

Un comble : nous hurlions contre les violences policières et nous protégeions les flics ! Le barrage du service d'ordre, disposés sur plusieurs rangs, était impressionnant. Installé au tout premier rang, je m'interrogeais sur ce qui allait advenir. Le voisin grommela :

- Si y s'pointe je vais me les faire ! J'ai les saucisses qui m'démangent !

Cette profession de foi ne me rassura pas. Et puis, ces gauchistes, ceux de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires ou les autres, comme le Daniel Cohn-Bendit ... je leur trouvais des côtés *sympas*.

L'arrêt soudain des provocateurs (qu'on devine... stipendiés par la police), générerait des palabres et mouvements divers. Des renforts de la CGT émergèrent de la foule. Quelques rapides échanges pugilistiques, puis le cortège reprit son cours. C'était un peu comme le boléro de Ravel. Une interruption et ça repart ! N'empêche, la fête aurait été gâchée.

L'ordonnancement du défilé, prévoyait que le service d'ordre formerait la queue du cortège. Leurs membres rompraient les rangs dès le passage du dernier manifestant officiel, ce qui avait pour avantage d'interposer un tampon de gros bras entre les troupes des orga-





nismes officiels et les autonomes venus démarrer un éventuel grand soir.

Aux environs de vingt heures, nous délaissions le carrefour pour emprunter le *Boul 'Mich*, rythmant les mots d'ordre à faire vibrer les respectables pierres de taille de l'avenue Denfert-Rochereau.

Défolement des articulations des esprits et des gorges. Intense émotion, bonheur de se sentir fort.

Culpabilité d'un frisson quasi animal. Conscience de vivre un événement majeur. Je participais à un processus social historique... Une révolution ? Pourquoi pas...

Quelques semaines après notre arrivée à Arny en février 1967, deux gars de la CFDT étaient passés dans les bureaux à la recherche de volontaires pour l'élection des délégués du personnel. Chaque année l'unique section syndicale du lieu galérait pour trouver des candidats.

Avant la reconnaissance officielle du syndicat dans l'entreprise, personne n'avait trop envie de se faire repérer ; même si le risque n'était pas bien grand, ça déplaisait à la hiérarchie.

Malgré le transfert forcé de Villeras à Arny et le départ de mon frère, je n'avais pas envisagé un seul instant de devenir délégué du personnel. Pourtant, je me laissai convaincre ; après tout, un

mandat de délégué se couvrirait un peu la routine. Et finalement, je n'avais pas digéré le départ du frangin.

Élu sans surprise (Bradefer avait dit : - C'est comme en Russie, y a qu'une liste !), je figurais en deuxième position du collège collaborateurs (Ah ! le vilain mot...) derrière Pierrot, le responsable de la CFDT. Un sacré chic type. Jeune cévenol parpaillot, barbu lui aussi, et ingénieur reconnu dans la maison, c'était un PSU, qui faisant mentir sa gentillesse et son air introverti, avait fait le coup de poing dans les manifs pour la paix en Algérie.

Lors des premières réunions de délégués, j'avais apprécié les interventions de Bernard, déjà élu l'année précédente au collège ouvrier. Il se déclarait communiste. Encarté ? pas sûr ... En tous cas il s'était laissé pousser un bouc à la Lénine, ce qui renforçait son côté sérieux. La fraternisation fut rapide ; d'ailleurs je décidai de me laisser pousser le bouc, nonobstant l'inconsistance juvénile de mes poils.

- Tu vois Bernard, je raserai le bouc quand on aura nationalisé la boîte...

Nous étions du même âge et ne doutions pas que cela se réaliserait.

En fait l'Alcatel sera nationalisée (momentanément)... mais quinze ans plus tard. Nous ne doutions pas non plus que nous verrions un jour advenir la dé-

mocratie avancée, puis le socialisme aux couleurs de la France. (ça !...)

Après le triomphe de la liste unique... le secrétaire CFDT du comité d'établissement de l'usine d'Arcueil (Arny y était rattaché), avait invité les nouveaux élus pour le pot de la victoire. Les élus non syndiqués - comme Bernard et moi - avions été soumis à une retape légitime et attendue :

- Pour être efficace... il faut être syndiqué... nous sommes pluralistes et considérons que chacun a le droit d'adhérer au syndicat de son choix. Il n'y aura pas d'ostracisme...

Voilà qui était bien dit. Je devrais me syndiquer !

Après tout, la CFDT créée depuis peu se voulait très révolutionnaire ; ça demandait réflexion...

Quelques semaines avant mon départ des Compteurs de Montrouge (sale boîte que j'avais lâchée sans regret) j'avais pris ma première carte CGT. Et puis il y avait eu l'Université Nouvelle et le Parti. J'avais compris : la lutte des classes... l'exploitation capitaliste... les travailleurs qui usent leur jeunesse à travailler et à se faire... les riches, inaccessibles habitants d'une autre planète. J'avais trouvé la simplicité, la fraternité, la chaleur humaine : la famille communiste. Je n'allais pas la fâcher par une adhésion à un syndicat réformiste... Quoique...

Finalement j'étais allé





revoir Rémy le chef CFDT à Arcueil, ... sympathique, sûr de lui... Le plus simple était sans doute d'adhérer à son syndicat...

Ultime précaution : j'en parlerais au frangin :

- La CFDT ? T'es pas malade ! ...

Le verdict était clair, il ne me restait plus qu'à contacter le représentant syndical CGT au comité d'établissement d'Arcueil. J'avais vu son nom sur les comptes-rendus du CE, placardés dans l'atelier...

Rendez-vous au *Bowling Chancelier*, Vaste Brasserie de la *Vache Noire*, le grand carrefour sur la N20 à deux pas de l'usine d'Arcueil.

Le jour dit... Claude n'y était pas. Il m'avait posé un lapin. Je ne lui en tins pas rigueur. La seconde fois il était là. Je pris ma carte... Oui ! La CGT finalement c'était bien.

Ah ! Cette manif du printemps 1967 à la République contre les ordonnances gaullistes réformant la sécurité sociale. La manif avait été unitaire, mais je n'avais vu que la masse de la CGT. Quelle puissance ! Ma première manif...

Il y avait bien eu celle de Charonne pour la paix en Algérie en 1962 - terriblement mémorable puisque les flics tuèrent une dizaine de personnes - Je n'y avais pas participé, mais c'avait été ma première grève.

Il ne restait plus qu'à faire

des émules à Arny.

Ce fût simple et rapide. Bernard, puis quelques élus du premier collège, prirent leur carte. L'embryon de la future section syndicale était constitué !

Quand à l'automne 1967, nous décidâmes de la créer officiellement, le choix du premier janvier 1968 ne souffrit aucune discussion... du temps pour faire la propagande... remise des cartes juste avant les fêtes de fin d'année... et sur le plan trésorerie, le début de l'année, c'était l'idéal.

Nous n'imaginions pas un seul instant ce que nous réservait le millésime 1968 !

La municipalité communiste de Saint-Germain-lès-Arpajon, qui jouxte Bruyère-le-Châtel, accepta de nous prêter une salle de réunion pour la remise solennelle des cartes 1968 (la mairie réactionnaire de Bruyères-le-Châtel avait refusé les rouges).

Une vingtaine de collègues pour écouter et boire un coup.

À la fin dix cartes placées !

- Au moins ça fait un compte rond ! avait dit Bernard

J'avais été content de remettre sa carte à Roger, le nouveau collègue du bureau de dessins. Pas vraiment nouveau en fait. Je le connaissais de nom. Il jouissait d'une excellente réputation. Dessinateur-projeteur-chef-de-groupe, mis

à disposition par un bureau d'étude associé à l'aventure des compresseurs de Pierrelatte, il travaillait pour notre service à l'usine d'Arcueil.

Quand il envisagea de quitter sa boîte, Alcatel se décida à l'embaucher, bien qu'il fût soupçonné de communisme... (ce qui d'ailleurs était pertinent). Il fut pris sous condition de ne pas faire de prosélytisme politique... Breton rouquin aux fines lunettes, joueur de football teigneux au meilleur de sa forme physique, c'était aussi le doyen de la section syndicale avec ses trente quatre ans. Nous avions bien besoin de lui, de sa maturité et de son aura professionnelle pour être pris au sérieux. Développer le syndicalisme CGT dans un centre de recherche, essentiellement composée d'ingénieurs et de techniciens tenait un peu de la gageure.

Début 1968 l'Université de Nanterre avait défrayé la chronique. Les étudiants remuaient. Un certain Daniel Cohn-Bendit, avaient créé le Mouvement du Vingt-deux mars.

Nanterre... c'était la commune où habitait Marguerite, l'amie de ma belle-mère. (C'était elle qui avait déniché le restaurant de la noce). De Nanterre, je ne connaissais que le bidonville pour l'avoir aperçu par la vitre de la 403 des beaux-parents en allant chez elle.





En avril les manifs d'étudiants s'étaient multipliées au quartier Latin. Les flics avaient cogné. Les événements avaient pris tournure. Le dix mai, à l'écoute d'Europe 1, je n'en croyais pas mes oreilles. Les pavés... les voitures brûlées... les blessés. La révolution était donc en marche ? Chaque jour la liste des grèves avec occupation s'allongeait... comme en 1936.

Le soir du treize mai, pour moi, tout avait basculé.

Au boulot les conversations allaient bon train ; l'activité professionnelle plutôt doucement. De retour dans mon quartier, les réunions, les distributions de tracts, les ventes d'Huma à la criée s'étaient multipliées.

Que faire ? Avait dit Lénine.

Le lundi vingt mai au matin je décidai de retrouver Claude à l'usine d'Arcueil. C'était sur mon chemin.

L'usine Renault de Billancourt était occupée, on allait vers un gros truc. La grève générale ? La capitulation des patrons et des monopoles ? Peut-être ?

Prévenu par mon coup de fil, Claude était cette fois au rendez-vous. Sa lenteur sage de vieux garçon réfléchi un peu triste, habitué aux mauvais coups, avait fait place à une surexcitation inhabituelle. Il m'accueillit avec le sourire de celui qui connaît l'énormité de ce qu'il va dire : - On occupe !... Eh oui ! On occupe... Arcueil a voté à bulletin secret...

soixante sept pour cent pour l'occupation !

Mesurant l'importance de la nouvelle, je pris rapidement la direction d'Arpajon avec ma voiture.

- Sans blague ? Arcueil occupé !... Roger, grave, interrogatif :

On ne peut pas rester sans rien faire...

Je sautais sur le téléphone pour rameuter les autres délégués :

- On se réunit toute suite... au château...

Lors de l'emménagement du service, nos bureaux avaient été installés dans le vieux château. Pour le reste (les ateliers) la construction d'un hangar avait fait l'affaire. Finie la promiscuité conviviale entre blouses blanches et blouses bleues ; le château pour les blanches, pour les bleues le bâtiment P (Sans doute P comme poésie...).

Les bâtiments du centre étaient dispersés dans un parc très étendu. Il fallait être bon marcheur pour travailler ici. La présence des pelouses et des arbres compensait la longueur des itinéraires, mais on ne se déplaçait qu'en cas de nécessité.

Nous guettions l'arrivée des délégués. Quelle ne fut pas notre surprise de voir arriver, non pas quelques personnes, mais une foule qui remontait les allées du parc depuis les extrémités du domaine vers le secteur

du château et du restaurant d'entreprise situés à proximité de l'entrée.

Il allait se passer quelque chose d'inédit, mais quoi ?

Depuis les fenêtres du bureau, nous regardions, les marcheurs s'agglutiner devant les portes de la *cantôche*. Phénomène banal à midi, complètement inédit à dix heures et demi. Nous descendîmes. Le château se vida.

- Il faut occuper. ! disaient les jeunes

- Y a qu'à faire un vote. ! dit un gros

- À main levée ?

- Ah non ! À bulletins secrets.

Forte pression sur les portes en verre du restaurant...

- Je vais demander au gérant d'ouvrir la porte... dit Pierrot... Ils vont tout foutre en l'air !

- L'occupation ... faut y aller mon pote ! me glissa Bras de Fer qui arrivait avec la troupe du bâtiment P.

Maison de verre au milieu de la verdure, le restaurant d'entreprise se remplissait d'une foule bavarde, comme au théâtre lors du quart d'heure précédant le spectacle.

Une fois à l'intérieur, les délégués, alignèrent des tables en travers de la salle pour faire on ne sait trop quoi. Un podium ?...

Porteur de la nouvelle, je devais causer. Moïse encouragé par la salle, je grimpais sur une chaise pour me faire entendre.





- Euh... ! Camarades ... chers collègues... j'arrive à l'instant d'Arcueil, l'usine est occupée.

Applaudissements. Cris des plus jeunes.

- Ouais ! ... Calme et attention des moins jeunes... Ne sachant plus trop quoi dire à cette foule brusquement silencieuse, je sortis de ma poche, comme un joker, une coupure de *l'Huma* découpée la veille :

- Je vais vous donner lecture d'une déclaration du comité confédéral national de la CGT qui appelle les travailleurs à l'action.

Un type, lunettes d'écaille, costume sombre et gilet assorti - un ingénieur- le cheveu raide lui battant le front à la Malraux, monta sur une chaise, émergea de la foule rassemblée.

- J'ai peur ! J'ai peur ! commença t'il... Il tremblait vraiment.

Moment de stupeur... Quelques sifflets ... des quolibets.

Haussant le ton il continua... Budapest ! ... Prague ! ... il ne put terminer son discours. On en était aux insultes et aux menaces, mais il restait bouche bée en équilibre instable. Saint Sébastien au martyr.

Sous la violence des traits, tiré par le bas du pantalon, il retourna sur le plancher des vaches. (Quatre mois plus tard il créera une section syndicale CFTC maintenue).

L'échange de chaise à chaise avait initié un curieux

spectacle : tout un chacun se hissait maintenant sur une chaise pour lâcher deux ou trois phrases.

Après quelques minutes de ce balai, une voix forte et claire fit le silence.

- Ça suffit... votons pour ou contre l'occupation ! ...

- À bulletins secrets. !

- Oui ! C'est ça ! À bulletins secrets.

Le premier service de repas approchait. On se reverrait à seize heures. Dans l'intervalle, des *bonnes volontés* transformèrent en urne un carton d'emballage. Un collègue amena un annuaire téléphonique du centre pour pointer les votants et donner un minimum de régularité au scrutin.

À l'heure dite, tension apaisée, le vote débuta dans le calme. Comme quoi la démocratie peut prévenir la violence ! Réflexe républicain, chacun attendait patiemment son tour. Les photocopieuses de la boîte avaient été réquisitionnées pour éditer le bulletin de vote sur lequel on pouvait lire dans le style le plus dépouillé : *Occupation ; Oui ; Non ; rayer la mention inutile*. Une équipe de scrutateurs s'était spontanément présentée. Les choses allaient bon train. Je quittai la *cantôche*.

Sur le chemin du retour, après en avoir terminé avec les coups de fil passés au syndicat, j'aperçus Roger mi-ombrageux mi-amusé venant à ma rencontre :

- Incroyable... on occupe !

J'avais pronostiqué un débrayage ; pas une occupation... À nous le bébé maintenant... Comment s'y prendre ?

Pendant toute la durée du conflit, le château fut le centre de gravité de cette occupation. Plusieurs avantages : Sa position stratégique, près de l'entrée et du parking des cars. Un perron monumental, suffisamment large et haut placé pour servir de podium lors des assemblées générales. Plusieurs pièces du rez-dechaussée, meublées mais inoccupées parce qu'en attente de réfection, allaient accueillir les réunions du comité de grève. On y discutera salaires, durée du travail, mensualisation des ouvriers, libertés syndicales, etc...

Une équipe venait d'installer sur la façade des *da tsi bao* à la Chinoise avec du papier destiné au tirage des plans. Une autre avait ramené des pots de peinture et du tissu blanc. (Où avaient-ils déniché ça ?)

Le lendemain les grilles closes du centre de recherche arboraient un calicot décoré d'une caricature du Général debout, bras levés, silhouette rayée d'une croix et d'une phrase : *Dix ans ça suffit - centre de recherche occupé*. (La caricature, pas vraiment indispensable, fit scandale mais resta en place jusqu'au dernier jour





de la grève) ; un drapeau rouge cloué sur un solide bâton donnait à l'ensemble le visage révolutionnaire qui convenait.

Les grévistes domiciliés dans les lotissements de Bruyères-le-châtel se rendirent chez eux pour ramener le nécessaire afin de passer la nuit sur place. Les autres pour lesquels l'éloignement posait un problème se mirent d'accord sur un tour de service et un ramassage en voiture. Il fallait assurer la relève et faire en sorte qu'un nombre suffisant d'occupants veille sur l'outil de travail.

L'euphorie était telle que des dizaines de collègues méconnus trouvaient des solutions aux problèmes de logistique avec une facilité déconcertante. La distance entre les gens avait brusquement disparu. Ils se parlaient ! (Et continueront après la grève). Je n'en revenais pas.

Pendant les cinq semaines d'occupation des locaux, on organisera des visites de services, parfois guidées par les chefs... Les uns s'intéresseront aux métiers des autres. De nombreuses commissions travailleront dans un climat d'ouverture d'esprit inouï. Tout ça, baigné d'un temps superbe. C'était la fête. La vie allait sortir de la grisaille...

Je téléphonai à Janine pour lui expliquer la situation. Ce soir là, je rentrai à Montrouge. Notre section, n'ayant aucun moyen sur place, l'union locale CGT

de Montrouge fut accord pour tirer nos tracts.

Depuis la terrasse du château on aperçoit à deux kilomètres le village de Breuillet. Le terrain descend en pente douce jusqu'au val de la Remarde, le rû qui arrose Breuillet. Le plus bel endroit du centre. Trois femmes de ménage, installées sur des pliants, s'activaient à leur ouvrage...

- Alors mesdames on tricote ?

- Vous voyez... faut ben s'occuper... Et il fait si beau !

Tableau bucolique contrastant avec les rumeurs passionnées et les fumées de cigarettes filtrant des salles de réunions.

Pas le temps de s'attarder : on vint me chercher. Quelques dizaines de non-grévistes se pressaient devant les grilles du centre. Il fallait veiller au grain. On appela du renfort.

Chacun s'observa. Puis le dialogue s'installa de part et d'autre de la grille.

Un ancien se mis à brailler, désignant du doigt le drapeau rouge et le calicot solidement arrimé en haut du portail :

Si c'est pas malheureux... le drapeau rouge... et ce que vous avez fait au général !...

- Tais-toi vieux schnock... dix ans ça suffit... il est gâteux ton héros, il est temps qu'il foute le camp !

- Jeune trou du cul ! T'as pas fait la résistance. Z'avez

pas le droit !

Le ton montait. Soudain un remous chez les non-grévistes. Le directeur du centre de recherche venait d'arriver.

D'un air faussement dégagé il commença avec un semblant de fermeté dans la voix :

- Laissez nous entrer !... hum !... vous êtes en grève, soit, mais laissez le passage à ceux qui veulent travailler...

Une bronca de sifflets et de vociférations dignes de Cambronne.

Pas de flottement, pas d'hésitation du côté des grévistes. On passa de Cambronne à Mac Mahon (J'y suis, j'y reste).

Le directeur ne rentrera pas ! Il restera dehors !

En retrait, dans l'angle du château, quelques occupants prudents content d'être là mais ne souhaitant pas s'exposer, s'efforçaient de voir sans être vus...

La pression retomba. On entrouvrit le portail pour laisser sortir les représentants des grévistes. J'en étais.

On entama calmement, (sous le drapeau rouge, c'était voulu) une discussion protocolaire avec le directeur. Le comité de grève donna tous les apaisements : pas de sac des bureaux ni de casse des ateliers, entretien de ce qui doit l'être par les équipes grévistes... Le directeur ne semblait pas très motivé.





Le moins qu'il pouvait faire s'était de se montrer...

La cohorte repartit désabusée. On ne les revit qu'à la reprise du travail. Aucun képi ne se profila non plus à l'horizon. Bruyère-le-Châtel n'est pas Billancourt...

Lorsque le général fit son allocution radiodiffusée, j'étais à l'usine d'Arcueil. Une dizaine, attentifs autour du transistor de Claude. De Gaulle parla dans un silence religieux ; quand il eut terminé un brouhaha moqueur le salua...

Comment tout ça allait-il se terminer ? Les accords de Grenelle venaient d'être signés. Il n'y avait plus un jour sans manif. Au quartier Latin la révolution recommençait tous les vendredi soirs.

Grâce aux bons d'essence fournis par l'union locale CGT de Montrouge, je circulais sur une RN 20 déserte. Impressionnant. Profitant du rare privilège de pouvoir me déplacer, je ne manquais jamais une occasion d'aller faire un tour sur le *Boul'Mich*.

Pour la première fois de ma vie, j'entrais à la Sorbonne et au théâtre de l'Odéon. J'y suivis des bribes de débats dans un flot continu de badauds déambulant comme au musée. Les quelques mordus de la parlotte qui semblaient être là à demeure, se harcelaient en pérorant où en beuglant :

- le seul, le vrai drapeau rouge, c'est celui de 1848

môssieur !

- C'est aussi celui de la commune et d'octobre !

- Stalinien ! Sortez-le !

Dehors traître !

CGT-PC-traîtres !

Bordel ambiant, roboratif aussi, après ce vendredi terrible qui avait tourné à l'émeute. Les arbres du boulevard St Michel coupés à la tronçonneuse, les squelettes noircis des bagnoles. Pour moi, du jamais vu !

Début d'une révolution ?

Que penser ? Dans les boîtes la question gauchiste revenait régulièrement sur le tapis et partageait les grévistes. Je m'étais accroché à plusieurs reprises avec Roger sur le sujet. Le syndicat n'était-il pas timoré ? Dépassé ? Ne fallait-il pas aller plus loin ? Jusqu'au bout et ramasser le pouvoir ? En tout cas la priorité c'était les revendications. Nous étions d'accord là dessus.

Des négociations s'engagèrent entre la direction générale d'Alcatel et les syndicats. Elles eurent lieu rue de l'Amiral Mouchez près du parc Montsouris. Je faisais partie de la délégation, ce qui me permit mettre un visage sur les signatures aperçues au bas des notes de service. Il y avait un gros vieux ; *c'était marrant* au bout d'une heure il s'endormait. Pas en ronflant, mais en soufflant. Claude, nouvel Hermann Melville, me donnait des coups de coude :

- Regarde la baleine ! ...

Elle souffle !

La négociation achoppait sur la mensualisation des ouvriers. Au centre de recherches, où le nombre des ouvriers était le plus faible, la grève s'éternisait ! Les usines recommençaient à tourner mais les ingénieurs d'Arny avaient reconduit la grève ! Un accord fut trouvé. Après cinq semaines d'arrêt...

Le jour de la reprise du travail, le portail donnant accès au parking, bloqué par les grévistes victorieux, ne fut ouvert qu'au tout dernier moment. Les cars furent contraints de déposer le personnel sur le bord de la départementale à l'entrée du centre. Chacun entra à pieds. Les derniers grévistes firent la haie d'honneur. Nous étions fin juin, les chefs étaient péteux, les délégués respectés, la section syndicale forte d'une soixantaine d'adhérents.

Je fus convoqué par Philibert, mon chef de service de Villeras, qui dirigeait toujours la section 510, mais avait ajouté à son arc la corde de directeur technique de l'usine de Grafenstaden. Pour la première et seule fois de ma carrière de dessinateur, on me demanda d'emmener pour une retouche un arbre de compresseur - denrée chère, fragile et classifiée *confidentiel défense* - à l'usine Alcatel d'Annecy, en prenant le volant d'une 4L de la maison. Dessinateur-chauffeur ? Voilà qui était nouveau ! Je n'étais pas dupe. Cette mission sur-





prenante avait pour but de m'éloigner, après tout ce charivari.

D'un autre côté nous étions dans la deuxième quinzaine de juin ; j'allais prendre mes congés début juillet, je ne connaissais pas les Alpes. Je partis donc le cœur léger pour ce qui ressemblait beaucoup à des pré-vacances.

J'avais été soigné, on m'avait réservé une chambre dans un trois étoiles ! Je n'allais pas me priver.

La veille du retour, je me prélassais dans le lit confortable de l'hôtel, songeant à ce qui m'était arrivé en si peu de temps. Je me dis que la vallée de Chamonix n'était pas très loin et avec ce beau temps...

Je fis donc un crochet pour découvrir le Mont Blanc.

Début juillet, départ à trois pour les vacances fami-

liales. Quatre semaines. Nous allions vers le sud. Une étape était prévue dans les pays de Loire, entre Nantes et Angers, dans la famille de Janine. Une exploitation agricole de taille moyenne, cultures et élevage de bovins. Les cousins étaient plutôt à droite ! Ils avaient suivi les événements à la télé. Les discussions furent animées.

Je pus me rendre compte que la révolution n'avait pas dépassé la place Denfert-Rochereau. Les images télévisées des bagnoles en flamme avaient frappé les esprits. Paris était devenue la ville du diable. Tout cela aurait pu tourner très mal.

Cette impression me fut confirmée quelques mois plus tard. Je rentrais à la maison avec ma R8 et pris en stop un appelé du 1<sup>er</sup> régiment de Train, basé à Montlhéry. C'était un bavard qui allait en perm à Paris. On parla de mai 68.

Véhément, il me décrit la colère des soldats mis sur le pied de guerre et consignés plusieurs semaines

- On en avait marre d'être consignés à cause de ces salauds de grévistes. S'il avait fallu faire le coup de feu... on l'aurait fait... sans problème.

J'avais repris le collier début août.

Paris vide, livré aux touristes. Occasion pour ses habitants et ses voisins de visiter la plus belle ville du monde, dit-on. Dans les boîtes tout tourne au ra-

lenti ; un petit goût de vacances prolongé

Le 21 août à la fraîche, j'entrai, à moitié endormi dans la salle de bain, allumai d'un geste réflexe le transistor et commençai à me brosser les dents.

Jingle d'Europe 1. Flash d'information :

- Cette nuit les chars du pacte de Varsovie sont entrés en Tchécoslovaquie ! ... »

Je restai bouche ouverte, brosse à dents en l'air.

Le printemps de Prague avait longuement monopolisé les médias avant d'être remplacé par celui de Paris ; mais je n'avais pas imaginé que les soviets allaient en arriver à commettre une pareille connerie.

Ces dernières années, le mouvement communiste mondial avait tenu des assises au cours desquelles l'indépendance des partis nationaux avait été affirmée et réaffirmée. Chacun sa voie pour le socialisme !

Sur le coup je n'eus qu'une pensée :

- Si le Parti approuve, je rends ma carte !

Waldeck Rochet, alors secrétaire général du PCF énonça une position très en retrait de la position soviétique. Pas terrible mais bon ! Je conservai ma carte.

Je n'en aurais pas fini avec les émotions cette année là. Le frangin allait m'en offrir une terrible en fin d'année. ■





Christian Le Ménager, responsable syndical des ETDA et membre de la section PCF chez Hispano-Suiza à Bois-Colombes



L'usine Hispano-Suiza à Bois-Colombes © DR

## Mai 68, tel que je me rappelle l'avoir vécu chez Hispano-Suiza à Bois-Colombes

**J**e suis né le 12 septembre 1937 à Tolvados. Je passe un CAP de tourneur au centre d'apprentissage de Dives-sur-Mer, une ville dirigée par un maire communiste, ancien résistant et déporté. On trouve dans cette ville une grande entreprise,

la Compagnie générale du duralumin et du cuivre (CEGEDUR). Nos profs d'atelier viennent pour beaucoup de cette entreprise ; leur enseignement a pour but de nous placer dans de bonnes conditions pour entrer dans le monde du travail.

En 1954, j'effectue un essai de tourneur en fabrication. Dans la pièce à réaliser, il y a une boule à façonner à la plane, je n'en n'ai jamais réalisé ! Ma boule a une drôle de gueule, le

gars qui travaille à côté le voit. « Pousse-toi ! » En deux coups de plane, la boule est nickel et mon essai réussi. Plus tard, j'ai revu le gars, il s'appelait Robert Raison et était délégué du personnel CGT. J'ignorais tout du syndicat, même si au centre d'apprentissage, notre prof de technologie nous avait alertés sur le besoin d'être organisé dans l'entreprise. Il ajouta même : « Je n'ai pas le droit de vous dire où aller ; la différence, vous serez



*rapidement à même de la faire. »*

Je rentre chez Hispano en janvier 1955 à l'atelier du laboratoire, où l'on tourne des éprouvettes pour des essais de dureté métal. On travaille 47,5 heures par semaine, avec un salaire à la quatorzaine de 18 000 francs. Hispano, pour moi, ce sont les belles voitures, l'équivalent des Rolls-Royce ! Personne, à l'école, ne nous a parlé du Capitaine Guynemer et des héros de l'Escadrille des Cigognes ! Curieux, j'apprendrai plus tard l'histoire des fabrications, les origines suisse-espagnole, la gloire et la fortune par les inventions notamment de guerre. Des historiens sont là pour ça, des multitudes de lignes ont été écrites sur les fabrications, un peu moins sur les créateurs de richesses que sont les ouvriers, employés, techniciens, dessinateurs, ingénieurs et cadres. L'humain d'abord, y compris avec nos lacunes, nos défauts, certaines de nos méconnaissances. On n'est quand même pas les plus mal placés pour en parler.

Cinquante ans sont passés, mais ceux qui ont en main les destinées de notre pays n'ont eu de cesse d'en minimiser la portée, de mésestimer le rôle des syndicats et du PCF. Loin de nous l'idée de nier l'apport du monde étudiant, mais nous réfutons le fait de n'avoir été que des suiveurs et que les syndicats – en particulier la CGT – auraient été dépassés par

la base et auraient tout fait pour arrêter le conflit, le plus tôt possible.

Cette affirmation antisyn- dicale est issue des groupes gauchistes dont certains leaders se sont, dès le début, substitués à l'UNEF, nuisant aux relations fraternelles établies de longue date avec la CGT, notamment par nos luttes communes contre les guerres du Vietnam et d'Algérie.

Heureusement, le temps n'estompe pas tout et force est de constater que les salariés n'ont pas attendu le mouvement étudiant pour conquérir de nouveaux droits, que ce soit durant le Front populaire, à la Libération au travers de la mise en œuvre du programme du Conseil national de la Résistance, mais également dans les actions menées dans la branche et les entreprises de la métallurgie.

Pour moi, la valeur d'un engagement, pour un militant, se juge dans sa durée, dans sa persistance à défendre les statuts de son organisation, pour l'intérêt général, bref, pour le collectif.

Est-ce le cas des Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot, Castro, July, Field et d'autres dont j'ai oublié les noms ? Le moins que l'on puisse dire, c'est que leur engagement à cette époque n'a pas nui à leur carrière, loin de là ! Le capital ne leur en a pas trop voulu. Ce fut différent, dans beaucoup d'entreprises, pour des militants engagés soit à la CGT, soit au PCF.

En 1968, j'ai 31 ans et suis délégué du personnel depuis 1962, tout en assumant la responsabilité du syndicat Employés, Techniciens, Dessinateurs et Agents de Maîtrise (ETDA), dénommé aujourd'hui UGICT.

Aux élections, malgré la présence de cinq organisations syndicales, la CGT obtient plus de 65 % des voix tous collèges réunis et compte plus de 1 000 syndiqués à jour de leurs cotisations et répartis dans des sections couvrant les différents secteurs de l'entreprise.

Dans le comité d'entreprise, où la CGT est régulièrement majoritaire, les élus gèrent les activités socio-culturelles tout en ayant un droit de regard sur l'économie de l'entreprise. Certes, ces droits se sont trouvés diminués d'année en année, mais l'esprit qui était celui du comité mixte de production (CMP) a toujours été de mise chez nos militants de la CGT. J'ai avec moi un exemplaire du journal du CMP datant de 1946, dont le contenu nous laisserait rêveur aujourd'hui.

Avec les délégués du personnel, les élus du comité d'entreprise ont contribué à la mise en place de plusieurs réalisations, notamment des colonies de vacances, une bibliothèque (comptant plus de 13 000 livres à une époque) et plus tard une discothèque. Ces élus étaient sans cesse à l'écoute des nouveautés et la gestion



était assurée par une commission spécifique « Loisirs ». Celle-ci organisa notamment la venue d'artistes et d'écrivains très appréciés.

Dans les années qui suivirent la Libération, un restaurant d'entreprise servant plus de 2 000 repas par jour vit le jour, géré par le CE moyennant une subvention de 5 % de la masse salariale arrachée de haute lutte, en s'inspirant des recommandations du Conseil national de la Résistance (CNR).

Historiquement, Hispano-Suiza était aussi un lieu où la politique ne s'arrêtait pas à la porte de l'entreprise. Pour nous, même au travail, un salarié restera toujours un citoyen. C'est ainsi que la section communiste dispose d'un siège dans une rue de l'entreprise, compte douze cellules, 250 adhérents, et diffuse régulièrement un journal, *Le Prolétaire*, dont le financement est assuré par une collecte au drapeau. Cent exemplaires de *L'Humanité* sont diffusés chaque jour à la porte et dans l'usine, cinq cents vignettes vendues pour la fête de l'Humanité.

Tout cela est, avant tout, l'œuvre des anciens, ceux d'avant-guerre, ceux qui connurent la guerre et firent en sorte que l'usine ne sombre pas totalement dans la collaboration.

En mai 1968, les salariés de ma génération ont connu leur père à l'âge de sept ans à leur retour de captivité, la guerre d'Indochine qui dura jusqu'en

1954 pour laisser place à la guerre d'Algérie jusqu'en 1962, mobilisant trois millions de jeunes, dont près de 30 000 y laissèrent leur vie.

« Et vous, qu'avez-vous fait pour la France ? », demandait récemment Macron ? Et bien, nous avons fait cela et en plus, nous avons soutenu la grande grève des mineurs de 1963, à la fois par la solidarité financière et par l'hébergement d'enfants chez des salariés et dans les colonies.

Passons à 1968.

Dire que l'université de Nanterre nous était inconnue est faux. Nombreux sont les habitants de Nanterre qui travaillent chez Hispano. Yves Saudmont, entre autres, y a travaillé, y a milité, avant de devenir maire de Nanterre quelques années plus tard.

Depuis plusieurs mois, – et c'est nouveau – des tracts de Lutte ouvrière et d'une organisation maoïste sont distribués aux portes de l'entreprise. Le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER), organisation de jeunesse de l'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) s'implante notamment dans le service BOMAP ; certains réussissent même à s'infiltrer dans le centre d'apprentissage (400 élèves à l'époque), avec le soutien de quelques salariés syndiqués. Ils tentent en vain de noyauter la CGT.

1968, c'est surtout dix ans de pouvoir personnel, les ordonnances, les prémices

d'une atteinte à la Sécurité sociale avec la suppression des représentants salariés au conseil d'administration. Salaires et rémunérations sont figés, c'est l'anarchie dans les grilles mensuelles, les horaires hebdomadaires atteignent entre 47,5 à 48 heures en équipes, le départ en retraite est bloqué à 65 ans, les inégalités entre hommes et femmes persistent en salaire, promotion et responsabilités. Les incidences des fusions et concentrations se font sentir, les conditions de départ se négocient en dehors de toute règle légale.

Le tandem De Gaulle – Pompidou exclut toute forme de négociation à tous niveaux et tente d'imposer ses mesures de régression sociale. Depuis, les gouvernements successifs, jusqu'à ce jour, ont appliqué la même orientation.

Le mécontentement provoqué par cet autoritarisme aboutit, dès janvier 1966, à un accord national entre la CGT et la CFDT, ce qui eut pour but de stimuler la combativité des secteurs nationalisés, publics et privés. C'est si vrai que le mouvement social s'amplifia et que le décompte des jours de grève pour 1967 reste aujourd'hui parmi les plus importants. De nombreuses entreprises déclenchèrent des mouvements, bien au-delà des actions habituelles. Il suffit de se rappeler de l'importance des grèves du secteur aéronautique et des chantiers navals de



Saint-Nazaire. La grève notamment des mensuels dans cette région fut un élément déterminant dans la prise de conscience syndicale et cela au même moment où étudiants et les personnels revendiquaient la démocratisation de l'Université.

Dans les premiers jours de mai, beaucoup parmi nous s'interrogeaient sur la tournure, voire l'importance de l'effervescence dans ces milieux. Tout se précipita dans la nuit du 10 au 11 mai, où les affrontements entre étudiants et forces de l'ordre atteignirent le niveau maximum. Les forces spéciales de répression étaient les mêmes que celles qui s'étaient illustrées quelques années auparavant, au métro Charonne où neuf manifestants appartenant à la CGT ou au PCF perdirent la vie.

La confédération CGT proposa dès le lendemain aux autres organisations syndicales une riposte de masse le 13 mai, en cessant le travail 24 heures et en manifestant dans toute la France. La puissance extraordinaire de cette journée de solidarité envers les étudiants fit germer l'idée d'y aller tous ensemble, de cesser collectivement le travail et d'occuper les entreprises, dans toutes les professions.

Un tract confédéral de la CGT fut diffusé dans toute la France les 15, 16 et 17 mai, pour alerter sur ces événements et faire la démonstration de la nécessité d'aller vers une position commune.

À ce moment-là, chez Hispano, des secteurs entiers se réunissent pour préciser les modalités de leurs revendications respectives et à partir de là, sans qu'aucun mot d'ordre ne soit donné, l'idée d'une grève générale germa dans les esprits. Dès le lendemain, la CGT organisa un grand rassemblement dans les ateliers de montage où furent données les explications sur le contexte général et les revendications que nous voulions mettre en avant, et notamment :

Une augmentation générale des salaires et appointements de 10 % ;

Une diminution de l'horaire hebdomadaire de travail pour aller progressivement vers les 40 heures soit dans un premier temps, 45 heures sans perte de salaire. Cette revendication créa un remous, car certains participants réclamaient l'application de la loi, c'est-à-dire les 40 heures tout de suite ;

La refonte des grilles de salaires, où les catégories notamment mensuelles ne respectaient ni le coefficient, ni la valeur du point ;

La reconnaissance de la section syndicale à l'entreprise.

Sans s'étendre davantage sur le contenu des revendications, le point le plus important était l'acceptation ou non des modalités de la grève : c'est-à-dire la grève avec ou sans occupation de l'usine. À la quasi-unanimité des présents, la grève

avec occupation fut votée.

Deux choses étaient nécessaires à régler : les modalités d'occupation d'usine que nous devons régler avec la direction et la répartition des tâches, secteur par secteur, pour la première nuit. Une délégation intersyndicale se constitua pour mettre au point ces modalités, ce qui fut réglé dans les meilleurs délais et dans un état de compréhension mutuelle.

Il va sans dire qu'une certaine crainte s'installa parmi la délégation, celle que la direction ne puisse pas quitter les lieux. Alors Loulou Bouyer s'adressa fermement à ceux qui étaient présents :

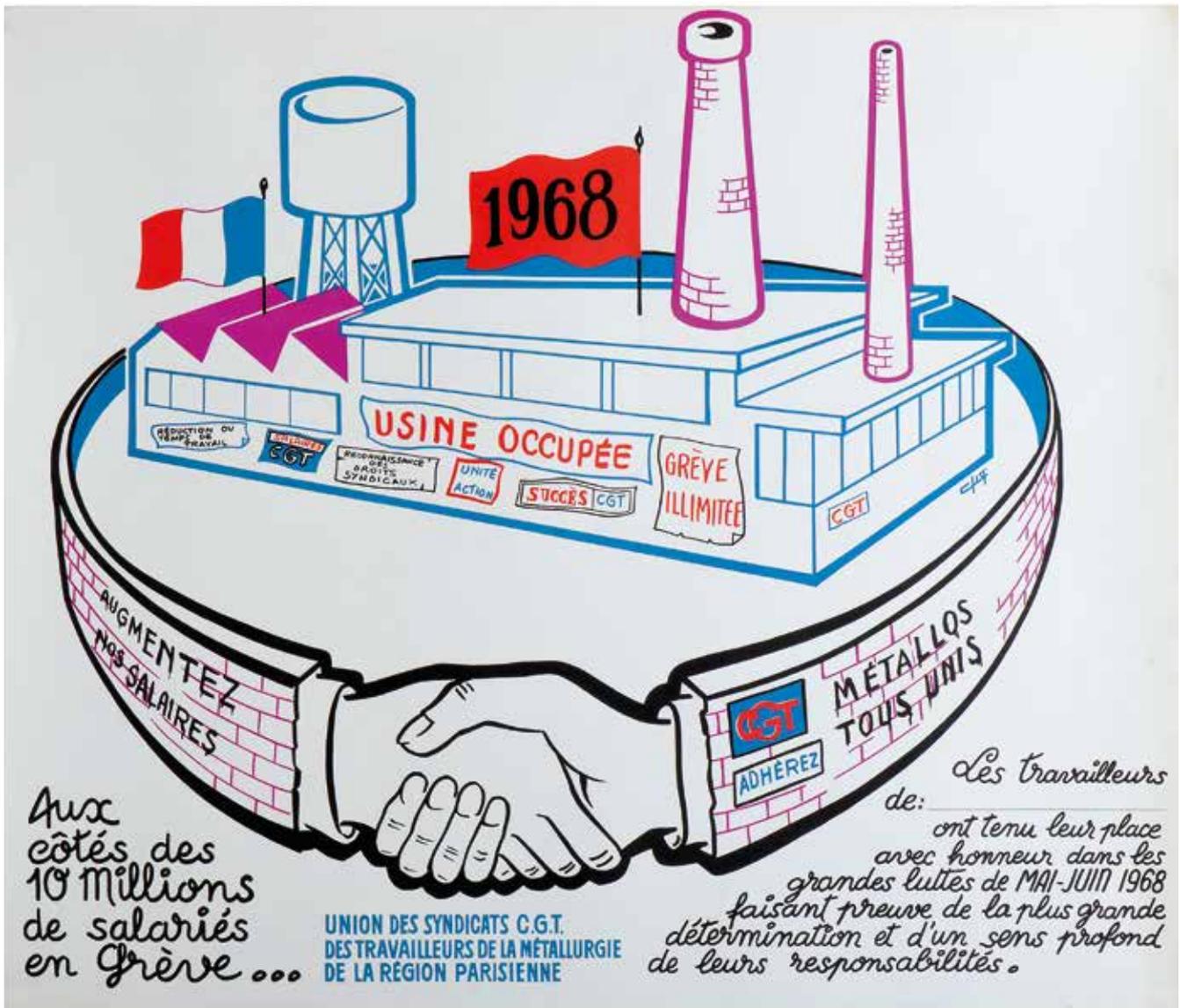
**« Soyons responsables, nous avons maintenant l'entreprise sous notre responsabilité ; si mépris il y a, exprimez-le par le silence, ceux qui occupent cette nuit rentrent dans la cour, ouvrez les portes et laissez-les passer. »**

Dans un silence impressionnant, la délégation patronale sort. Ils sont livides, la traversée de la place a dû leur sembler longue, la lourde porte se ferme !

Pour résumer l'occupation au jour le jour, ma mémoire aura certainement des failles.

Ce qui me revient : prévenir chez moi, convaincre que cela risque de durer longtemps, la majorité des grévistes habitent à plus d'une heure de trajet, avoir





Affiche de l'Union des syndicats de la métallurgie de la région parisienne, 1968 © DR | coll. IHS CGT Métaux

un couchage, des vêtements de rechange.

Ou vais-je coucher ? Pas d'inquiétude, les grèves de 36, on connaît, à travers ce que nous en avons vu en film ou par des récits d'anciens. Ce qui domine, c'est l'importance, la grandeur du mouvement. Sûr, si on se tient unis, ils vont lâcher ! Pour cela, il faut faire jouer la démocratie syndicale pour

obtenir le meilleur résultat possible, réfléchir sur la manière dont nous préserverons ce que nous obtiendrons.

Pour nos organisations, cette question sera au cœur du débat durant la grève. Ainsi, lors de la mise en place du comité de grève, la CFDT et FO souhaitent : 3 CGT, 3 CFDT, 3 FO, 3 sans étiquette. Le but est clair, il s'agit de minimiser notre

représentativité ! Forts du résultat des élections, nous revenons à une proportionnelle acceptable.

Dans l'usine, mai-juin 1968 a donné lieu à de multiples débats, en particulier dans les ateliers de professionnels, bureaux d'études et dessinateurs. Les relevés de salaires permirent la mise en place d'une grille débarrassée d'injustes anomalies.



La mise en place de responsables par secteur a permis de suivre les problèmes, d'assurer la protection des machines et la propreté des lieux. Les journées de loisirs, les compétences de chacun mises à profit, les collègues qui se révèlent, les amitiés qui se nouent et qui dureront.

Les artistes Yvry Gitlis, Raymond Rouleau, Colette Magny, John Williams, Denise Glaser et d'autres moins connus et que la commission « Loisirs » du comité d'entreprise sollicitait.

Chaque matin, le comité de grève se réunit, un meeting se tient tous les matins à 10 heures pour faire le point de l'avancement des discussions et permettre la prise de parole des syndicats ; pour nous, responsables, c'est le moment où il ne faut pas se loucher.

Après les résultats portés à la connaissance des salariés sur le constat de Grenelle et jugés insuffisants par les salariés de la Régie Renault, nous sommes convoqués par la Direction Snecma à une négociation au siège, boulevard Haussmann à Paris. Sans en développer tout le contenu, en voici les principaux éléments :

- **L'augmentation des salaires et appointements de 8 % ;**
- **La réduction du temps de travail, sans perte de salaire, ramenant l'horaire hebdomadaire de 47,5 à 45 heures, avec embauche compensa-**

**trice pour maintenir un niveau de production équivalent ;**

- **Absence d'amélioration sur le départ en retraite ;**
- **Application dès la reprise du travail de la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise et attribution de délégués syndicaux supplémentaires, en fonction du nombre de salariés, soit trois pour Hispano.**

Notons que les 35 % d'augmentation du SMIG prévus par le constat de Grenelle ne concernent pas Hispano, car les minimums garantis dans l'entreprise sont déjà atteints. On peut se demander ce que serait le SMIC aujourd'hui sans cette augmentation substantielle !

Les militants CGT de la délégation intersyndicale sont Daniel Dufour, Claude Riot, Claude Mouquet, Louis Bouyer, Roger Godelle, André Miquel et moi-même. Ce fut une discussion assez âpre qui se termina pratiquement à l'aube ! Les procès-verbaux de cette négociation ont été enregistrés en sténo par Colette Kahn qui fut, après son retour des camps de concentration, secrétaire au comité d'établissement pendant de nombreuses années.

Dans un premier temps, le résultat de cette négociation recueille un avis favorable du comité de grève, avant d'être remis en cause, au dernier moment, par les syndicats FO et CFDT. Malgré l'avis favorable que

la CGT avait recueilli, après consultation de ses syndiqués, le vote eut lieu avec une faible participation, le personnel alors présent. Sous la pression des gauchistes et du volte-face de la CFDT et de FO, le résultat ne fut pas favorable à la reprise.

En fonction de la situation générale, dans l'usine et dans le pays, ce résultat fut remis en cause quelques jours plus tard et la reprise s'effectua quatre à cinq jours après.

Conscient d'avoir certainement omis un certain nombre de faits, je pense vous avoir relaté ce qui fut pour nous l'avant-68 et ce qui a suivi. Je vous ai donné mon ressenti le plus fidèlement possible, ce fut un moment exaltant pour tous ceux qui l'ont vécu. Je pense que notre syndicat a joué pleinement son rôle, défendant à la fois les intérêts généraux, faisant en sorte de rendre notre outil de travail en parfait état de fonctionnement, respectant ainsi les engagements pris au début de cette grève avec la direction.

En guise de conclusion, je voudrais rendre hommage à tous ceux – sans pouvoir les nommer tous – qui firent, par leurs compétences, leur travail, leurs qualités professionnelles, la réputation mondiale d'Hispano-Suiza et qui permirent son maintien à Bois-Colombes, bien au-delà de ce qui était prévu par les décideurs politiques. ■



---

# MAI 68

PAR CELLES ET CEUX  
QUI L'ONT VÉCU

---

Coordonné par  
Christelle DORMOY-RAJRAMANAN  
Boris GOBILLE et Erik NEVEU

